

Mariella Villasante Cervello

**VIOLENCE POLITIQUE AU PÉROU 1980-2000
SENTIER LUMINEUX CONTRE L'ÉTAT
ET LA SOCIÉTÉ**

ESSAI D'ANTHROPOLOGIE POLITIQUE DE LA VIOLENCE



L'HARMATTAN



Du même auteur chez L'Harmattan :

1998, *Parenté et politique en Mauritanie. Essai d'anthropologie historique. Le devenir contemporain des Ahl Sîdi Mahmûd, confédération bidân de l'Assaba*. Collection Sociétés africaines, 284 pages.

2007, (Sous la direction de, avec la collaboration de Christophe de Beauvais), *Colonisations et héritages actuels au Sahara et au sahel. Problèmes de méthode, état des lieux et perspectives de recherche (XVIIIe-XXe siècles)*, 2 Vols., (Vol. 1, 543 pages et Vol. 2, 553 pages), photos et cartes. Préface de Catherine Coquery-Vidrovitch.

2014, (Sous la direction de, avec la collaboration de Christophe de Beauvais), *Le passé colonial et les héritages actuels en Mauritanie. État des lieux de recherches nouvelles en histoire et en anthropologie*, Études africaines, 467 pages.

2015, *Le Grand Récit de la guerre interne au Pérou. Version résumée du Rapport final de la Commission de la vérité et la réconciliation du Pérou*. Traduction française du livre « *Hatun Willakuy* », avec la collaboration de Christophe de Beauvais. Collection recherches aux Amériques, 543 pages.

Aux Éditions du CNRS :

2000, (Sous la direction de), *Groupes serviles au Sahara. Approche comparative à partir du cas des arabophones de Mauritanie*. Collection Études de l'Annuaire de l'Afrique du Nord, 360 pages.

*

Mariella Villasante Cervello

**VIOLENCE POLITIQUE AU PÉROU 1980-2000.
SENTIER LUMINEUX CONTRE L'ÉTAT
ET LA SOCIÉTÉ**

ESSAI D'ANTHROPOLOGIE POLITIQUE DE LA VIOLENCE

In memoriam

À Alberto Flores Galindo (1949- 1990), remarquable historien du monde rural péruvien, et à Carlos Ivan Degregori (1945. 2011), brillant anthropologue de la diversité péruvienne, tous les deux partis trop tôt, en nous laissant en héritage leurs travaux décisifs sur la violence politique, qui toujours nous serviront à mieux comprendre le passé et le présent du Pérou, et à envisager un futur meilleur.

« Veinte años atrás, pensabamos que el Perú era un país pacífico. (...) La realidad parecía conformar ese estereotipo del peruano como ser pacífico, soportando estoicamente las agresiones. (...) Todo esto ha cambiado de manera radical. Ahora, más de veinte años después, vivimos una crisis cuyo signo más visible es precisamente la violencia política. Desde el año 1980, esta violencia, como antes en los países latinoamericanos, ha significado presos, desaparecidos o muertos. »
Alberto Flores Galindo, Tiempo de plagas (1988, 1996c : 17- 18)

« El Perú sigue enfrentando problemas enormes y complejos ; las heridas del conflicto armado interno desatado por el Partido Comunista del Perú-Sendero Luminoso no se han cerrado, a pesar de avances lentos y parciales, continua el clamor por verdad, justicia, reparaciones, y cada vez más fuerte, por reformas institucionales que nos permitan pensar en un país de ciudadanos, con instituciones fuertes y legítimas, reconciliado. »
C.I. Degregori, El surgimiento de Sendero Luminoso (Prefacio 2010 : 13)

« Si le meurtre religieux est un sacrifice, le massacre est un meurtre athée, et les Espagnols semblent avoir inventé précisément ce type de violence qu'on rencontre en revanche abondamment dans notre passé plus récent, que ce soit sur le plan de la violence individuelle ou de celle pratiquée par les États. [Finalement] la « barbarie » des Espagnols n'a rien d'atavique, ou d'animal ; elle est bien humaine et annonce l'avènement des Temps modernes. »
Tzvetan Todorov, La conquête de l'Amérique (1982 : 185)

Les guerres sont exécrables, elles sont le pire moyen de résoudre les controverses entre nations ou factions, mais on ne peut les définir inutiles : elles visent un but, injuste ou pervers, elles ne sont pas gratuites, elles ne se proposent pas d'infliger des souffrances ; les souffrances sont bien là, collectives, déchirantes, injuste, mais elles sont un sous-produit, un de plus. Or, je crois que les douze années hitlériennes ont partagé leur violence avec beaucoup d'autres espaces-temps historiques, mais qu'elles sont caractérisées par une inutile violence diffuse, devenue une fin en soi, visant uniquement à créer de la douleur ; parfois tendant à un but, mais toujours redondante, toujours hors de proportion avec ce but même. (...) Non seulement l'ennemi devait mourir, mais il devait mourir supplicié. »
Primo Levi, I somersi e si salvati (1986, 1989 : 104, 119)

« La cruauté s'exerce sur un théâtre où il convient de démontrer ostensiblement, par le traitement qu'on peut lui faire subir en sa chair, que l'Autre n'est pas un être humain à « l'image de Dieu » comme Soi, mais un corps animal, dépourvu de droits. (...) [Le facteur commun de la violence est] la négation de l'humanité dans l'autre qu'on extermine, et par les divers moyens utilisés, [ces données] peuvent nous amener à démontrer quelques-uns des ressorts cachés qui sous-tendent la malignité humaine. »
Françoise Héritier, De la violence I (1996 : 16-17)

Violence politique au Pérou, 1980-2000

Carte du Pérou politique et des régions d'influence du PCP-SL



(Source : *Hatun Willakuy* 2004)

- Zone d'émergence du conflit interne : Ayacucho, Apurímac, Huancavelica
- Zone d'expansion et couloir vers le nord : Junín, Pasco
- Zone d'expansion nord, vallée du Huallaga : Ucajali, Huánuco, San Martín
- Zone à atteindre, centre politique du pays : Lima

Table de matières

Liste des photos, des tableaux et des cartes	10
Avant-propos	12
Introduction	17
Chapitre 1	
La question des « Indiens », les mouvements sociaux et le racisme	47
L'invention du concept d'Indien	50
L'ordre colonial espagnol, hiérarchies et domination	54
Evolution des relations ethniques au XIXe siècle	58
L'organisation de l'État post-colonial et le racisme scientifique	61
La libération des esclaves africains et l'arrivée des coolies chinois	61
Le racisme et le racialisme : le « problème indien »	62
La guerre contre le Chili : la violence des ennemis extérieurs	72
La conquête de l'Amazonie et le génocide des Natifs, 1880-1920	74
L'exploitation du caoutchouc avec la main-d'œuvre native	75
La politique indigéniste, l'indigénisme et l'utopie andine	79
Le mouvement indigéniste et la politique de Leguía	80
L'influence marxiste et populiste dans les mouvements sociaux	84
Mariátegui, fondateur du Parti communiste du Pérou	84
Haya de la Torre, un réformiste populiste	85
La crise de 1930 et les mouvements sociaux	86
Les grands changements : migrations et racisme contemporain	88
Ethnicité, culture et servilité	89
Chapitre 2	
Le déclin de l'oligarchie rurale, le danger communiste et le régime militaire, 1968-1980	93
La situation politique au tournant de 1960	93
Les mouvements ruraux et les guérillas de 1965	96
La première réforme agraire de 1964 : un échec	98
Les guérillas du MIR et de l'ELN : répression sanglante	99
Quelques œuvres de Belaunde avant le coup d'État de 1968	102
Le régime militaire nationaliste et réformiste et le retour à la démocratie, 1968-1980	104
Émergence d'une armée moderne : « civiliser les Indiens »	108
L'influence nord-américaine : l'anticommunisme des manuels	117
Le gouvernement du général Velasco : renforcement de l'État et réformes sociales	120
Le gouvernement du général Morales : fin de la révolution et retour à la démocratie, 1975-1980	132
Chapitre 3	
Le contexte politique de la première phase de la guerre : les gouvernements de Belaunde (1980-1985) et de García (1985-1990)	145
Le gouvernement de Belaunde : première phase de la guerre interne, 1980-1985	146
Le contexte social, politique et économique du pays	147
Les réponses sociales et politiques face à la crise	150
La répression de l'insurrection communiste du PCP-SL	151
La militarisation de la guerre interne	156
Les cas de Chungui et d'Oreja de Perro, 1982-1987	159

Mariella Villasante Cervello

Les <i>Bases de apoyo</i> : camps d'internement senderistes	163
Le cas d'Uchuraccay, janvier 1983	167
Les cas de Sacsamarca, de Sancos et de Lucanamarca, 1983	177
D'autres faits de violence	182
Le gouvernement de García : violence extrême et récession économique, 1985-1990	183
Les erreurs de la politique économique « nationaliste »	185
L'alliance entre le PCP-SL et les narcotrafiquants du Huallaga	187
Le gouvernement apriste face à la guerre interne	189
La dernière phase du gouvernement apriste : violence extrême	193
Quelques faits de violence : de 1989 à 1990	198
Chapitre 4	
Le régime civilo-militaire de Fujimori : « pacification » militaire et corruption étatique, 1990-2000	
L'élection de Fujimori, un parfait inconnu	201
La première période de gouvernement : de juillet 1990 à avril 1992	207
Le coup d'État civilo-militaire d'avril 1992	210
Corruption et autoritarisme, 1992-1995	213
La capture de Guzmán et le déclin du senderisme	215
Le processus de mainmise de Fujimori et de Montesinos sur le pouvoir exécutif	218
Quelques faits de violence extrême : 1990-1995	221
Le second mandat et la chute du dictateur : 1995-2000	230
La mise au pas du pouvoir législatif : loi d'amnistie et loi d'interprétation authentique	232
Le contrôle des médias et la politique de l'intimidation	234
Le retour de la société civile organisée, 1997-1998	237
La manipulation de l'histoire et la légitimation de la corruption	241
La chute du régime : corruption et lâcheté présidentielle	245
Le gouvernement de transition de Valentín Paniagua	256
Quelques faits de violence extrême : 1995-2000	258
Les procès et les condamnations de Fujimori, de Montesinos et du général Hermoza Ríos	259
Les violences politiques en Amérique latine et la Commission de la Vérité et la Réconciliation du Pérou	263
Chapitre 5	
Les groupes subversifs armés : le PCP-SL et le MRTA	
La guerre et la violence de masses, considérations conceptuelles	279
La violence de masse : deshumanisation et méthodes de destruction	285
— Les massacres au Guatemala, El Salvador, Rwanda et ex-Yougoslavie	288
La polarisation entre Amis/Ennemis et le facteur ethnique	297
Le Parti communiste du Pérou-Sentier Lumineux : violence politique et idéologie totalitaire au service de la « guerre populaire »	301
L'idéologie senderiste : communisme maoïste aux Andes	303
— Le régime sanguinaire de Pol Pot au Cambodge	322
— Le fondamentalisme islamiste et l'appel au sacrifice	328
Guzmán et le recrutement : jeunes déracinés et adhésion paysanne	330
Les phases de la guerre : femmes, recrutements forcés et enfants-soldats	348
Les zones libérées et les violences de masse	363
Les camps d'internement et de mort senderistes	374

Table de matières

— Les premiers camps : Chungui Et Oreja de Perro	376
— Les camps chez les Ashaninka	377
L'expansion nationale de la guerre : 1986-1992	387
La capture de Guzmán et du Comité central du PCP-SL par le GEIN	393
La fin du PCP-SL historique et les nouvelles formes de lutte armée : le processus de criminalisation senderiste	394
Le Mouvement révolutionnaire Túpac Amaru : une guérilla « classique »	397
Les origines du MRTA : APRA et nouvelle gauche	398
Les actions terroristes et criminelles	399
La violence politique et criminelle en Colombie	404
Chapitre 6	
Les forces armées et les milices civiles : autoritarisme et violences massives	409
Les forces de police : désarroi, violence et corruption	409
Les militaires contrôlent le développement de la guerre	412
Les graves violences contre les populations civiles	413
La torture et autres traitements inhumains	415
La violence contre les enfants et les adolescents	425
La violence contre les femmes	427
Exécutions sommaires	430
Les massacres indiscriminés et sélectifs	431
Les milices civiles et les dérives de la violence locale	438
Le processus de formation des milices armées	440
Les excès de violence des milices civiles	453
Les milices civiles après la guerre interne et la difficile réconciliation	459
La guerre civile en Algérie et ses similitudes avec le cas péruvien	464
Réflexions finales	477-485
Annexes	
1 : Brève chronologie de la guerre interne	487
2 : Quelques faits de violence de masses	497
3 : Tableau de principaux massacres (58)	519
Bibliographie	523

*

Liste des cartes

Carte 1 : Pérou politique et zones touchées par la guerre	8
Carte 2 : Département d'Ayacucho : Morts et disparus	154
Carte 3 : District de Chungui, La Mar, Ayacucho	160
Carte 4 : Communauté de Lucanamarca	179
Carte 5 : Carte du Pérou politique	200
Carte 6 : Pérou : Morts et disparus parlant quechua	278
Carte 7 : Département d'Ayacucho et provinces	338

Liste des tableaux

Tableau 1 : Nombre de morts estimés entre 1985 et 1990	195
Tableau 2 : Principaux massacres et violences sexuelles	429
Tableau 3 : Synthèse des principaux massacres de la guerre	436

Liste des Photos

1 : Association de proches de disparus d'Ayacucho	45
2 : Gravure du massacre de Cholollá (Mexique)	67
3 : Pésée du caoutchouc à La Chorrera	77
4 : Président Belaunde Terry, 1963	96
5 : Général Juan Velasco Alvarado, 1968	120
6 : Dirigeants ashaninka du Río Tambo	129
7 : Général Morales Bermúdez, président de facto, 1975	133
8 : Président Belaunde Terry, 1980	147
9 : Policiers déployés à Lima, 1987	152
10 : Gravure du massacre de Chillihua, Chungui, 1985	165
11 : Gravure des fosses de Chuschiwaycco, Chungui	166
12 : Le massacre d'Uchuraccay, 1983	169
13 : Lucanamarca, réunion avec les autorités militaires	181
14 : Président Alan García, 1985	184
15 : Président Alberto Fujimori, 1990	203
16 : Attentat de la rue Tarata, 1992	215
17 : Capture d'Abimael Guzmán, chef du SL, 1992	216
18 : Capture de Víctor Polay Campos, chef du MRTA, 1992	222
19 : Massacre de Tsiriari, 1993	226
20 : Président Fujimori avec des habits andins	232
21 : Vladimiro Montesinos et Alberto Fujimori	243
22 : Le général Hermoza Ríos et Montesinos	246
23 : Toledo organise la Marche des Quatre Suyos, 2000	252
24 : Le commandant Ollanta Humala et son frère Antauro	255
25 : Président Valentín Paniagua	256
26 : Le Dr Lerner présente le Rapport final de la CVR au président Alejandro Toledo, août 2003	268
27 : Abimael Guzmán à l'Université d'Ayacucho	310

Mariella Villasante Cervello

28 : Affiche de propagande d'Abimael Guzmán	333
29 : Mariage d'Abimael Guzmán et Augusta La Torre	335
30 : Groupe de senderistes	353
31 : Paysannes <i>ronderas</i> d'Ayacucho	356
32 : Enfants-soldats d'Ayacucho	361
33 : Enfants-soldats de Sendero rojo, VRAEM	362
34 : Lucanamarca, avril 1983	365
35 : Femmes et enfants libérés des camps à Cutivireni	379
36 : Hermías Delgado et la fosse commune de Tahuantinsuyo	381
37 : Enfant ashaninka malade à Cutivireni	382
38 : Réfugiés ashaninka dans la communauté de Matereni	386
39 : Soldats à Raucana, Lima	390
40 : Jeunes militants du MRTA	399
41 : Morts du MRTA à Los Molinos, 1989	402
42 : Fidelia Sucantaype Oscco, Chalhuanca, Apurímac	412
43 : Officier de la marine à Huanta	414
44 : Funérailles d'un jeune homme à Huancayo	418
45 : Enfant et soldats à Ayacucho	426
46 : Général Mori Orzo, 1984	432
47 : Rescapés du massacre de Soccos, 1983	433
48 : <i>Ronda campesina</i> de Surcubamba, Huancavelica	440
49 : <i>Rondero</i> de Marcas, Huancavelica	445
50 : <i>Ronderos</i> yànesha, Pasco	449
51 : <i>Ronderos</i> ashaninka, Junín	450
52 : <i>Rondera</i> de Julcamarca, Huancavelica	452
53 : Emilio Ríos, chef de l'armée ashaninka	456
54 : Abimael Guzmán et Elena Yparraguirre	478
55 : Massacre d'Accomarca par les militaires	481

*

AVANT-PROPOS

« Loin d'être une matière inerte, la violence agit sur ceux qui l'étudient suscitant chez eux des expériences traumatisantes. Ce n'est pas non plus une affaire confinée au passé car leurs conséquences sont encore parmi nous et ont un impact profond sur nos jugements. La vigilance épistémologique nécessaire pour une investigation rigoureuse ne peut pas ignorer qu'un tel objet d'étude oblige le chercheur à un profond examen de conscience et à se reconnaître dans de multiples scénarios réalisés par les bourreaux et par les victimes. »
(*Informe Final de la CVR*, 2003, Tomo I : 39).

Le Pérou fut frappé par la violence politique en 1980, mais personne ne savait qu'il s'agissait seulement du début d'une longue période de conflits qui allaient déboucher sur les pires atrocités jamais vécues par le pays. A cette époque, j'étudiais l'anthropologie sociale à Lima (*Pontificia Universidad Católica del Perú*) et je commençais mes travaux de terrain chez les Ashaninka de l'Amazonie centrale. Comme mes contemporains, je ne comprenais pas le sens des attentats d'un « Parti communiste, Sentier Lumineux » totalement inconnu jusque-là, leurs procès contre des paysans qui se terminaient par des exécutions sommaires, leur extrémisme, leur violence inutile. Nous ne comprenions pas non plus les réponses brutales des forces de l'ordre ; j'avais grandi sous le régime militaire de Velasco Alvarado (1968-1975) et de Morales Bermúdez (1975-1980), mais jamais auparavant on avait observé une telle violence des militaires contre des populations civiles. Dès la fin 1982, les militaires prirent le contrôle des zones déclarées en état d'urgence. On nous expliquait qu'il fallait anéantir la menace subversive dans les plus brefs délais et que toutes les méthodes étaient bonnes pour atteindre ce but. Les attentats à la bombe laissaient Lima et d'autres grandes villes dans l'obscurité pendant des heures. Le couvre-feu installait un climat de peur et d'angoisse qui finit par devenir ordinaire. On gardait des lampes-torches dans les sacs et des bougies dans les maisons pour être prêts pour le prochain attentat. Malgré tout, les gens de ma génération n'avaient pas encore pris la mesure des graves changements en cours. On continuait à vivre dans une certaine insouciance, pensant que les militaires allaient rapidement résoudre le danger subversif. De plus, les zones des affrontements entre le Sentier Lumineux et les militaires étaient lointaines, dans les Andes du sud (Ayacucho), d'où on ne pouvait ni entrer ni sortir sans autorisation des militaires. On ne savait pas du tout ce qui s'y passait. Je continuais mes voyages en Amazonie centrale, puis, au début 1983, les Ashaninka me firent part de visites suspectes d'étrangers Andins (*choris*), qui leur parlaient d'une révolution en cours, d'un grand changement à venir, d'une nouvelle ère faite d'abondance, de richesse et de bien-être à laquelle ils allaient eux aussi participer. Bientôt ils me firent comprendre qu'ils craignaient pour ma sécurité car les « *compañeros* » les avaient avertis qu'ils ne voulaient pas « d'étrangers » (de Lima) dans les lieux. Je pris alors conscience que la situation était devenue dangereuse et que je ne pouvais plus travailler sur le terrain. Je décidais alors de poursuivre mes études à Genève et de reprendre mes enquêtes deux ans plus tard, lorsque tout serait rentré dans l'ordre.

Deux ans plus tard, en 1985, la guerre faisait rage. Les morts se comptaient par milliers, le pays traversait la plus grave crise de violence politique depuis les guerres d'indépendance et la guerre contre le Chili. Ne pouvant pas rentrer dans mon pays, je décidais de commencer des enquêtes de terrain en Mauritanie ; pays

que la Suisse voulait aider mais sur lequel on savait peu de choses. Avec une bourse de recherche, je commençais mes enquêtes en mai 1986 et je rentrais à Genève deux ans plus tard, en juin 1988. Pourtant, comme la situation au Pérou empirait chaque jour, je décidais de continuer mes travaux sur la Mauritanie, qui devint mon pays d'adoption. Le thème de la parenté et du politique fut choisi pour préparer ma thèse, centrée sur l'évolution politique d'une confédération de l'Assaba, et présentée en 1995 à l'École des hautes études en sciences sociales (Paris). Je continuais de travailler sur d'autres thèmes (l'héritage colonial, l'esclavage, le racisme), avec le soutien précieux de mes amis mauritaniens, notamment (feu) Mohammed Mahmoud ould Mohammed Radhy, qui fut le dernier chef traditionnel de la confédération des Ahl Sidi Mahmoud, forte d'environ soixante mille membres. Cependant, j'attendais le moment propice pour reprendre mes travaux au Pérou et chez les Ashaninka.

L'occasion se présenta en 2006, lorsque nous séjournâmes, en famille, au Chili, et que je rencontrais, à Santiago, le Dr Salomón Lerner, ancien président de la Commission de vérité et de réconciliation du Pérou (2001-2003) et directeur de l'Institut démocratie et droits humains de l'Université Catholique (IDEHPUCP). Grâce au soutien du Dr Lerner, et à mon association comme chercheur à l'IDEHPUCP, je décidais de centrer mes recherches sur la période de violence politique subie par le pays, et dont j'avais connu seulement le début. Après des séjours de travail bibliographique à Lima, entre 2006 et 2007, je repris mes enquêtes de terrain en Amazonie centrale en avril 2008, en avril 2009, en avril et en juillet 2010, en janvier et en juillet 2011 et, enfin, en août 2012. Voyages facilités par notre installation familiale à São Paulo, Brésil. De manière parallèle, j'acceptais de traduire [bénévolement et en collaboration avec mon époux, Christophe de Beauvais], la version résumée du Rapport final de la CVR du Pérou au français (*Hatun Willakuy*, 477 pages). La traduction fut achevée à São Paulo en avril 2011, l'ouvrage est paru en juin 2015, dans la collection *Documents aux Amériques latines*, dirigée par Joëlle Chassin, L'Harmattan (Villasante 2015g).

Trois projets de recherche et de publication sont nés au cours de cette période, d'abord la préparation d'un ouvrage comparatif sur la violence politique en Mauritanie (qui avait connu des violences ethniques entre 1989 et 1992), et au Pérou ; ensuite la préparation d'un ouvrage sur la violence au Pérou, et enfin une étude centrée sur la violence chez les Ashaninka. Ce dernier travail privilégie la récolte de témoignages des victimes et des témoins de la guerre, avec l'aide précieuse de mon ancienne amie Luzmila Chiricente Mahuanca, devenue une dirigeante nationale de la cause ashaninka, et membre du Conseil des réparations aux victimes de la guerre interne. Nous nous sommes retrouvées après 22 ans, et j'ai redécouvert grâce à elle des amis que j'avais cessé de voir depuis 1983. Cette recherche sera publiée à Lima. Enfin, une enquête détaillée devra être organisée en Mauritanie en 2016, suivant la même méthode de récolte de témoignages des victimes et des témoins des affrontements ethniques et des purges de l'armée qui ont cessé seulement en 2005. Cet ouvrage comparatif devrait être prêt en 2017.

Cette étude est donc la première de cette série de travaux qui se soutiennent les uns aux autres et qui m'ont conduit à affronter, dans toutes leurs complexités et dans toutes leurs duretés, les violences extrêmes, les pulsions de mort et d'agressivité propres à la condition humaine. Comme cela a été remarqué par les auteurs du Rapport final de la CVR, on ne sort pas indemne de ce type d'exercice. La douleur et les traumatismes de la guerre sont toujours présents chez les victimes et

Avant-propos

leurs proches, il est très difficile pour eux d'en parler, et il est difficile pour nous d'écouter leurs témoignages. J'ai l'impression que ceux qui ont le plus souffert de la guerre (une majorité rurale) ne veulent pas se souvenir, et que ceux qui en étaient éloignés ne veulent pas savoir. Après la chute du dictateur Fujimori, en novembre 2000, et la fin de la guerre, il n'y a pas encore une mémoire collective partagée. A mon sens, il y a sans doute une part d'indifférence des citoyens vis-à-vis des victimes rurales, mais le silence, le déni ou la volonté d'oubli doit se comprendre aussi comme la réaction la plus ordinaire des peuples après des périodes de guerre.

Dans cette première phase des travaux, je voulais présenter une synthèse critique des faits de la guerre au niveau national, fondée sur le Rapport final de la Commission de la vérité et la réconciliation (9 vols.), sur mes observations de terrain et sur l'analyse des idéologies « révolutionnaires » notamment du Parti communiste du Pérou-Sentier Lumineux. Or, je me rendis compte très vite que les faits de violence eux-mêmes restaient peu connus ou peu étudiés car les chercheurs péruviens et étrangers avaient tendance à privilégier les analyses globales au détriment des faits. Du reste, les travaux sur le thème restent très modestes dans le milieu académique francophone, et certaines interprétations de la période de violence sont éloignées de la réalité. Ainsi j'entrepris de rédiger une chronique de la guerre qui permettrait de l'approcher dans son sens le plus concret. De fil en aiguille, cette chronique devint trop volumineuse, j'en publie ici seulement une synthèse et la version intégrale sera publiée ultérieurement¹.

Dans ce livre, qui a largement puisé dans les travaux de Flores Galindo et de Degregori, mais aussi ceux de Primo Lévi, de Hannah Arendt, de Tzvetan Todorov et de Françoise Héritier, j'avance que le Pérou a traversé une guerre civile qui ne veut pas dire son nom. Ainsi, durant quelques années et dans les régions du centre et du sud andin, et de l'Amazonie centrale, les populations se sont divisées en deux camps ennemis, pour et contre la subversion. Les gouvernements civils accordèrent un pouvoir total aux militaires pour arrêter la subversion, et les territoires soumis à l'état d'urgence, plus de la moitié du pays, furent régis par la loi martiale entre 1982 et 2000. La répression militaire fut excessivement brutale et aussi barbare que les méthodes de guérilla utilisées par le Parti communiste du Pérou, Sentier Lumineux, en tous points identiques aux guerres primitives décrites par les spécialistes de la préhistoire.

Pour son soutien constant tout au long de ces années de recherches, je veux remercier le Dr Salomón Lerner Febres, qui m'a aidé à comprendre la complexité du travail accompli par la Commission de la vérité et la réconciliation qu'il a présidé, de manière héroïque, dans la période qui a suivie la fuite de l'ancien dictateur Fujimori du Pérou (novembre 2000), au cours du gouvernement de transition de Valentín Paniagua et du président Alejandro Toledo. Des discussions très intéressantes ont été menées avec mon collègue Félix Reátegui, Directeur des recherches de l'IDEHPUCP. Je remercie aussi Eduardo Toche (DESCO), historien spécialiste des forces armées péruviennes, dont les travaux et les avis m'ont guidé dans mes réflexions sur ce thème épineux ; et enfin des anciens amis de la faculté d'anthropologie de l'Université Catholique, Guillermo Nelson et Flor de María Monzón, avec qui j'ai partagé mes doutes et mes certitudes. Mes recherches au

¹ Voir une version intermédiaire in Villasante 2015d, *Index chronologique de la guerre civile au Pérou* (academia.edu).

Mariella Villasante Cervello

Centre de documentation de la *Defensoría del Pueblo* (Lima), ont été largement facilitées par son ancienne directrice, Ruth Borja, et par la documentaliste Karina Fernandez, qui connaissent les archives de la guerre en profondeur ; qu'elles soient ici remerciées de tout cœur. Ce travail, comme tous ceux que j'entreprends, est aussi redevable du soutien permanent de Christophe de Beauvais, mon époux, qui est devenu un fin connaisseur de la réalité péruvienne, mais aussi de la réalité de la Mauritanie — où nous nous sommes connus. Ses critiques et ses suggestions pertinentes ont beaucoup contribué à l'amélioration de ce livre.

Alejandro Balaguer, Ernesto Jiménez et Nelly Plaza m'ont permis de reproduire certaines de leurs belles photos et je leur en remercie.

Enfin, je remercie Joëlle Chassin, directrice de la collection *Recherches aux Amériques* de L'Harmattan, pour m'avoir soutenu très aimablement dans l'entreprise de publication de cette étude, et pour avoir accepté également de publier la version résumée du Rapport final de la CVR [*Le Grand Récit*], qui fera mieux connaître l'expérience péruvienne dans les milieux académiques français et francophones. Ces deux ouvrages devraient ouvrir un champ nouveau de comparaisons académiques entre les situations de violence politique et de violences de masses subies dans des sociétés qui traversent des périodes de guerre civile et de terrorisme associé aux trafics divers, dont la Syrie, l'Irak, la Lybie et d'autres pays arabes, mais aussi l'Afghanistan ou la Somalie.

Mon parcours, un peu atypique, illustre les possibilités illimitées pour ouvrir des perspectives de recherche au-delà des cadres nationaux. Aussi, je voudrais attirer l'attention des jeunes et des moins jeunes sur la nécessité, dans le monde globalisé qui est le nôtre, de mener des enquêtes comparées dans les pays du Sud, dans le cadre d'une *anthropologie connectée*, comme on fait déjà de l'histoire connectée, suivant les travaux de Sanjay Subrahmanyam². Comme on le sait, cette perspective utilisée par les historiens dans les anciennes colonies, rejette l'explication macrohistorique occidentale du passé et s'intéresse aux circulations humaines, culturelles, des idées et des techniques. Il s'agit donc de faire une histoire des connexions, des hybridations et des métissages qui s'opèrent entre les peuples. Or, si la comparaison est la méthode de base de l'anthropologie sociale, elle n'a pas été suffisamment développée entre les sociétés du Sud, qui ont connu des colonisations européennes plus ou moins longues, et au sein desquelles les héritages de l'Ancien Régime restent très importants. Ainsi, au-delà des différences des modes de vie et de religion, le Pérou et la Mauritanie sont des pays du Sud proches par l'importance accordée à la hiérarchie sociale, par la faiblesse de l'État et de la nation, et par le poids de l'institution militaire dans l'appareil étatique. Ces éléments sont fondamentaux pour comprendre les violences politiques survenues au Pérou dans les années 1980-2000, comme je vais essayer de le montrer dans cette présente étude, et dans celle, à venir, consacrée à ces deux pays post-coloniaux.

*

² Subrahmanyam, *Explorations in Connected History : From the Tagus to the Ganges*, Delhi, Oxford, 2004.

INTRODUCTION

Pour des raisons quelque peu obscures, la question de la violence politique reste sous-étudiée en histoire, en anthropologie et dans les autres disciplines humaines et sociales. Dans son célèbre ouvrage *Du mensonge à la violence*, Hannah Arendt écrivait à ce propos : « On ne saurait s'intéresser à l'histoire et à la politique sans se rendre compte du rôle immense que la violence n'a cessé de jouer dans les affaires et dans les comportements des hommes, et il paraît assez surprenant, à première vue, que la violence ait si rarement fait l'objet d'une analyse ou d'une étude particulière. (...) On voit par là à quel point la violence et l'arbitraire qui en est inséparable peuvent être considérés comme des choses normales, et, de ce fait, négligées : on ne se pose pas des questions à leur propos, pas plus qu'on ne va se livrer à l'examen de ce qui revêt aux yeux de tous, un caractère évident. » (Arendt 1969, 1972 : 110-111).

Arendt précise avec raison que le thème de violence doit être distingué du thème de la guerre, en tant qu'instrument de la violence, sur lequel existe une abondante littérature. Affinant un peu plus sa vision des choses, Arendt (1972 : 135) écrit que « la violence n'est rien d'autre que la manifestation la plus évidente du pouvoir ». Or, la domination des hommes (liée aux tendances agressives innées), et l'instinct de soumission (le désir d'obéir à un homme fort) sont des traits psychologiques déjà évoqués dans des considérations philosophiques antérieures. Plus généralement, la domination est associée aux notions de pouvoir, puissance, force, autorité et violence ; des termes qui ont des sens précis qu'il vaut mieux définir clairement. Le pouvoir est ainsi l'aptitude de l'homme à agir de façon concernée ; la puissance est la propriété d'un objet ou d'une personne et fait partie de sa nature ; la force est une énergie qui se libère au cours de mouvements physiques ou sociaux ; l'autorité est un attribut des personnes ou des institutions. Enfin, la violence se distingue par son caractère instrumental ; sous son aspect phénoménologique, elle s'apparente à la puissance en ce sens que ses instruments sont conçus en vue de multiplier la puissance naturelle, jusqu'à ce qu'au dernier stade ils soient à même de la remplacer (Arendt 1972 : 139, 143-146).

La relation entre pouvoir et violence est très importante pour comprendre cette dernière. Suivant Arendt, d'un point de vue conceptuel, c'est le pouvoir et non la violence qui est le trait essentiel de toute forme de gouvernement ; ainsi, le pouvoir peut se passer de toute forme de justification du fait qu'il est inséparable des communautés politiques, mais ce qui lui est indispensable, c'est la légitimité. La violence peut être justifiable mais elle ne sera jamais légitime. Plus précisément :

Mariella Villasante Cervello

« Le pouvoir peut toujours être détruit par la violence ; l'ordre le plus efficace est celui qui vient appuyer le canon du fusil, qui impose l'obéissance immédiate la plus complète. Mais il ne peut jamais être la source du pouvoir. L'issue d'un affrontement direct entre la violence et le pouvoir est à peu près certaine. (...) *Le règne de la pure violence s'instaure quand le pouvoir commence à se perdre.* (...) On peut obtenir la victoire en se servant de la violence comme d'un substitut du pouvoir, mais le prix qu'il faut payer est très élevé ; car il n'est pas seulement payé par le vaincu, mais également par le vainqueur, qui voit s'affaiblir son propre pouvoir. » (Arendt 1972 : 153-154. C'est moi qui souligne).

On voit bien la distinction et la distance établis entre le pouvoir et la violence dont il faut aussi évoquer la composante de terreur.

« Le facteur de désagrégation interne dont s'accompagne la victoire de la violence sur le pouvoir est particulièrement évident dans le cas où la terreur est utilisée pour maintenir une domination ; nous savons, mieux peut-être qu'aucune génération antérieure, à quelles étranges réussites et finalement à quels échecs peut aboutir ce processus. La terreur ne se ramène pas à la violence ; il s'agit de la forme de gouvernement qui s'instaure lorsque la violence, après avoir abouti à la destruction de tout pouvoir, se refuse à abdiquer et affirme au contraire son emprise. On a souvent remarqué que l'efficacité de la terreur dépend presque totalement du degré d'atomisation de la société. Toute forme d'opposition doit disparaître avant que la terreur n'atteigne à son plus violent déchaînement. (...) La différence fondamentale entre une domination totalitaire, fondé sur la violence, et des dictatures et des tyrannies, établies par la violence, est que la première s'attaque non seulement à ses adversaires, mais tout aussi bien à ses amis et partisans, car tout pouvoir l'effraie, même celui que peuvent détenir ses alliés. La terreur atteint son point culminant lorsque l'État policier commence à dévorer ses propres enfants, lorsque le bourreau d'hier devient la victime du jour. Et c'est aussi le moment où le pouvoir disparaît totalement. » (Arendt 1972 : 156-157).

En dernière analyse, le pouvoir et la violence s'opposent par leur nature même, cette dernière se manifeste quand le premier est menacé, mais si on la laisse se développer, elle provoque la disparition du pouvoir. Ces propos intéressent notre réflexion dans la mesure où les sociétés latino-américaines, comme d'autres sociétés colonisées, ont connu des longues périodes de violence collective, voire de terreur, marquées par la disparition de gouvernements plus ou moins légitimes. Il faut se rappeler en effet que les trois siècles de colonisation espagnole avaient été caractérisés par l'emploi massif de la violence sur les populations natives, soumises de force, mais régulièrement révoltées contre le pouvoir colonial. Tout le XIXe siècle fut une période d'anarchie et de violence contrôlée seulement pendant des temps assez courts par des *caudillos* [chefs locaux, seigneurs de guerre], qui avaient dirigé les guerres d'indépendance, et par leurs successeurs. Leur importance politique, ainsi que le manque d'une classe sociale qui défende

Introduction

les principes républicains d'égalité et de démocratie, ont conduit à l'installation permanente du corps militaire au sein de l'appareil d'État. Les militaires défendront la patrie, notamment dans ses contours territoriaux, mais se mettront surtout au service des oligarchies au pouvoir, qui, en échange, leur laisseront un pouvoir discrétionnaire dans de larges parties du pays. Dans ces zones sans administration civile digne de ce nom, les militaires exercèrent leur pouvoir avec le soutien des grands propriétaires terriens, en mobilisant des milices paysannes, comme on faisait en Europe au Moyen Âge, contre des ennemis internes (les autres *caudillos*), et externes. Les guerres extérieures ont contribué à la naissance d'un sentiment national dans les nouveaux pays post-coloniaux, mais surtout au sein de l'élite, et beaucoup moins au sein du peuple paysan et pauvre, majoritaire partout aux Amériques. La modernisation du politique et l'occidentalisation culturelle commencent seulement après la Seconde Guerre mondiale. Avec des différences peu significatives, ce modèle politique fut commun aux Amériques, du Mexique à la Patagonie, et organise la situation actuelle.

S'il y a un élément récurrent dans l'ordre politique latino-américain c'est bien celui de la violence et du pouvoir autoritaire. Non pas que les sociétés puissent être considérées comme « violentes », mais plutôt que les systèmes politiques dictatoriaux et tyranniques ont été courants, bien plus que les régimes démocratiques. Le deuxième invariant est le maintien des hiérarchies sociales fondées sur la généalogie et sur le monopole des richesses des pays. Les oligarchies étaient de ce fait ordinaires et tiraient leurs richesses de leur contrôle des grandes propriétés foncières, les *haciendas*, et les *fazendas* au Brésil, où l'on cultivait des produits d'exportation (café, cacao, coton, canne à sucre). Les autres ressources exploitées étaient les richesses naturelles (mines, pétrole, charbon, guano, caoutchouc). Enfin, la main-d'œuvre utilisée était issue des populations rurales pauvres. Cet ordre social pré-moderne dura, selon les pays et les régions, jusqu'aux années 1950.

Les révoltes sociales latino-américaines furent toujours très importantes. Les dominés n'acceptaient jamais de bon gré leur dominance et leur soumission aux pouvoirs illégitimes. Certains pensent même que les latino-américains sont des « révoltés permanents ». Ce n'est pas le cas, bien entendu, les périodes d'insurrection sont suivies de longues périodes de silence et de peur des représailles des armées. On peut dire cependant que la contestation fait partie d'un héritage colonial ancien, qui date des révoltes des peuples natifs contre l'Espagne, aux XVII^e et au XVIII^e siècle. Des révoltes qui — de même que dans la France de l'Ancien régime —, étaient réprimées dans le sang, comme feront plus tard les gouvernements créoles à l'encontre des paysans, et des travailleurs pauvres des villes. Les révoltés savaient que leurs contestations seraient réprimées dans la violence légitime des États qui mobilisaient des milices civiles là où c'était nécessaire. Mais de manière plus courante, on savait (hier comme aujourd'hui) que les États

utilisent aussi des méthodes illicites, comme les tortures et les massacres, comme moyens de réinstallation de la paix sociale. Cette violence politique était (et reste encore) accompagnée d'une violence domestique permanente, à l'encontre des femmes et des enfants, mais aussi des serviteurs des deux sexes. En effet, la domination masculine (au sens de Bourdieu³, et d'Héritier⁴) est un fait invariant de la structure sociale latino-américaine. Elle explique le maintien de l'inégalité des sexes, et la reproduction de la violence verbale et physique exercée sans états d'âme contre les femmes, contre les domestiques, contre les subalternes et contre les faibles en général.

Après le triomphe de la révolution cubaine de 1958, la violence politique étatique se transforma aux Amériques ; elle devint plus féroce et centrée sur la lutte « anti-communiste ». Les États-Unis, devenus les nouveaux patrons du sous-continent, entendaient ordonner la lutte sans merci contre les communistes qui menaçaient d'envahir leur prè carré. Les militaires latino-américains furent poussés à suivre des cours à l'École des Amériques du Panama, il leur fallait apprendre comment combattre le « nouvel ennemi communiste ». Jamais auparavant la violence étatique ne fut ainsi coordonnée et organisée à l'échelle du sous-continent.

³ Bourdieu considère d'abord que la domination, avec ses privilèges et ses injustices, est étonnamment respectée. Dans ce contexte, la domination masculine est « l'exemple par excellence de cette soumission paradoxale, effet de ce que j'appelle la violence symbolique, violence douce, insensible, invisible pour les victimes mêmes, qui s'exerce pour l'essentiel par les voies purement symboliques de la communication et de la connaissance ou, plus précisément, de la méconnaissance, de la reconnaissance, ou, à la limite, du sentiment. » La domination masculine offre ainsi l'occasion de saisir la logique de la domination exercée par le biais d'un principe symbolique connu et reconnu par le dominant et le dominé (une langue, un style de vie, ou la couleur de la peau). Une logique qui fait passer l'arbitraire culturel (les hommes sont supérieurs aux femmes) comme un élément naturel. Cet invariant social se reproduit dans le cercle familial, mais aussi dans les cadres de l'école et de l'État (*La domination masculine*, 1998).

⁴ L'anthropologue Françoise Héritier a contribué de manière décisive aux études sur ce qu'elle appelle la valence différentielle des sexes qui, dans toutes les sociétés, est présentée comme « naturelle ». « Cette valence différentielle exprime un rapport conceptuel orienté, sinon toujours hiérarchique, entre le masculin et le féminin, traduisible en termes de poids, de temporalité (antérieur/postérieur), de valeur. (...) Ainsi, ce rapport conceptuel est, semble-t-il, inscrit dans la nature profonde du social qu'est le champ de la parenté. Les façons dont il se traduit dans les institutions sociales et le fonctionnement des divers groupes humains sont variées, mais c'est un fait d'observation générale que la domination sociale du principe du masculin. » Pour Héritier, la valence différentielle des sexes est « l'expression d'une volonté de contrôle de la reproduction de la part de ceux qui ne disposent pas de ce pouvoir si particulier. » (*Masculin, féminin I*, 1996b : 24-25). Dans son livre *Masculin/Féminin II*, elle pose : « la domination masculine existe, agissante, opprimante, violence, dans bien des sociétés de notre monde contemporain, mais aussi de façon moins voyante, symbolique, inculquée dans les rites et les imaginaires masculin et féminin dès l'enfance, fonctionnant de manière évidente, comme naturelle et allant de soi, par préritition, dans notre propre société comme dans toutes les cultures et dans toutes les civilisations. » (Héritier 2002 : 93). Or, elle considère que ce modèle cognitif archaïque que les humains ont construit n'est plus pertinent de nos jours [Entretien publié le 28 janvier 2015, *Revue du Mauss permanente*].

Introduction

Comme ses voisins, le Pérou envoya ses militaires affronter pendant une année, en 1965, une petite poussée de guérilla en milieu rural, qui eut cependant des conséquences atroces pour les natifs Ashaninka, accusés de collaborer avec l'ennemi et bombardés au napalm pour les punir. Peu après, un régime militaire pris le pouvoir et tenta de faire une révolution réformatrice ; les premières grandes réformes sociales, dont la réforme foncière qui mit fin aux *haciendas*, datent de cette période (1968-1975). Mais les Nord-américains trouvaient le général Velasco Alvarado trop à gauche et le firent partir, pour installer le général Morales Bermúdez (1975-1980), qui assura la transition vers la démocratie à la veille de l'éclatement de la « guerre populaire » du Sentier Lumineux.

A partir des années 1970, en pleine crise pétrolière, le Pérou a eu un parcours historique distinct au sein de l'Amérique latine ; contrairement aux militaires fascistes de l'Argentine et du Chili, le régime militaire de Velasco et de Bermúdez tenta d'améliorer les conditions de vie des majorités pauvres du pays. Velasco était proche des mouvances de gauche et de l'église de la théologie de libération et il réussit à inclure les paysans, jadis appelés « *Indios* », dans la symbolique politique du centre du pouvoir, Lima, et dans les agendas des activistes de l'État. Pourtant les erreurs administratives furent nombreuses, et le rejet d'un gouvernement qui restait dictatorial se fit de plus en plus fort. Il fallait faire marche arrière, et Bermúdez démantela le premier Système national de contrôle des populations civiles (SINAMOS), à travers lequel les agents de l'État étaient devenus présents dans une large partie du territoire national. La réforme foncière bénéficiait aux grandes propriétés consacrées aux cultures commerciales, au détriment des populations paysannes pauvres qui restaient exclues et méprisées des citoyens. Des vagues de migrations vers les villes, commencées en 1950, s'approfondissent et changent le visage de la capitale qui concentre, comme d'autres capitales, des populations de toutes les régions du pays. L'ancien racisme anti-indien se renouvelle, et donne naissance au racisme entre métis qui est caractéristique de la période post-moderne actuelle.

La pauvreté a joué un rôle clé dans le développement de la violence politique. En 1976, sur un total de 15 millions de Péruviens, 53% vivaient dans des conditions de pauvreté et 25% de grande pauvreté ; 78% des habitants vivaient mal, mangeaient mal et s'éduquaient peu. La situation empira en 1986, lorsque ces taux passèrent à 60% et à 30% respectivement. Le Pérou était l'un des pays les plus inégaux de l'Amérique latine, ainsi 20% de la population pauvre concentraient 3% des richesses du pays, contre 10% des riches qui contrôlaient 45% de ces richesses (González de Olarte 1991). Avançons ici que le pays a connu un boom économique inédit à partir des années 2000 grâce à l'augmentation des prix des matières premières. Cependant la distribution de la richesse est restée inégale comme jadis, et l'indicateur de la pauvreté reste très important. Ainsi, en 2004, 58,7% de la population était classée comme pauvre, et 16,4% comme extrêmement

pauvre. En 2013, alors que la population est estimée à plus de 30 millions de Péruviens, 23,9% vivent dans la pauvreté, et 4,3% dans l'extrême pauvreté. Comme dans le passé, dans les zones rurales ces taux sont bien pires ; dans la *sierra*, 52,9% des personnes vivent dans la pauvreté, et en Amazonie le taux est de 42,6% de pauvres (INEI 2013).

Une guerre difficile à comprendre

Lorsque le PCP-SL annonça le début d'une « guerre populaire », personne ne comprenait de quoi il s'agissait. Les premières tentatives explicatives furent profondément erronées, traduisant, comme dans d'autres moments de grave crise sociale, l'éloignement des élites politiques, économiques et intellectuelles de la majorité de la société péruvienne. Le gouvernement de Belaunde, qui venait de prendre le pouvoir, minimisa l'apparition des « groupuscules » radicalisés à prétention subversive et promit de faire disparaître le problème en quelques mois. Deux ans après, alors que les morts et la violence extrême se répandaient dans le centre-sud andin, Belaunde fit appel aux militaires, qui assumèrent le commandement de ce qui était devenue une « guerre contre le terrorisme ». De leur côté, les dirigeants et les intellectuels de gauche, censés « savoir » ce que voulait faire le PCP-SL de Guzmán ne comprenaient rien, et surtout ils hésitaient à condamner publiquement les exactions senderistes, en accusant régulièrement les forces armées des massacres des civils. Cette position ambiguë leur valu l'accusation des Péruviens conservateurs, et de ceux qui se laissaient manipuler par le discours populiste, d'être des « alliés des terroristes des Andes ».

Après la surprise, les forces armées dirigent les opérations d'antisubversion sans rendre compte aux gouvernements civils, qui démissionnent de leur autorité constitutionnelle. Les militaires considèrent que la violence senderiste est un problème qui devra se régler par les armes, même si certains officiers évoquent dès 1984, une réponse en termes de développement social dans la région d'Ayacucho. La répression contre la subversion fut brutale et sanguinaire, le fait que les subversifs étaient des civils armés provoqua une violence indiscriminée contre des villages entiers, et les personnes soupçonnées d'appartenir à la subversion furent soumises à des tortures, à des disparitions et à des exécutions extrajudiciaires. Des villages entiers, accusés de collaborer avec l'ennemi senderiste, furent attaqués, leurs habitants massacrés, et leurs femmes violées.

Après une période de propagande, le PCP-SL développa des stratégies sanguinaires pour semer la terreur parmi les populations paysannes, avec des exécutions sommaires dans le cadre de pseudo-procès révolutionnaires, et des massacres de villages entiers. Ces attaques massives ont été perpétrées en Amérique centrale (Guatemala, El Salvador, Honduras), et ailleurs dans le monde (Algérie, ex-Yougoslavie, Colombie, Rwanda), mais elles n'ont

Introduction

jamais été enregistrées au Pérou. Cette violence extrême est encore incomprise de nos jours.

Plus la « guerre sale » avançait, plus l'incompétence des militaires et la démission des gouvernements se faisaient sentir dans le pays qui sombrait dans le désordre politique et dans la crise économique. Le PCP-SL mit à profit toutes ces erreurs avec l'extension d'une violence de masses dont le modèle était, on l'oublie souvent, le communisme international dans sa version maoïste. Les activités de recrutement de jeunes déracinés des campagnes et des quartiers misérables des villes, à la recherche désespérée d'une « cause juste », s'étendirent à l'ensemble du territoire du sud et du centre des Andes, en Amazonie centrale, mais aussi aux villes de la côte et à Lima. Des milliers d'enfants soldats furent recrutés de force et tués aux combats, les fillettes servaient d'esclaves sexuelles comme en Colombie, mais aussi en Syrie et en Irak.

Pendant une vingtaine d'années, le pays a vécu de manière quasi schizophrène un « processus démocratique » actif à Lima, dans les grandes villes et sur la côte du pays, en parallèle à une guerre civile qui ne disait pas son nom dans les deux-tiers du Pérou rural. Les autorités civiles et militaires participèrent activement à la polarisation des civils, les poussant à dénoncer les « terroristes », réels ou supposés, dans les villes et dans les campagnes. Une grande majorité de paysans habitant dans les régions les plus touchées par la guerre adhère au PCP-SL durant deux à trois ans, mais à partir de 1984 ils rejettent les pratiques d'extrême violence des senderistes et s'organisent en milices civiles, avec ou sans le soutien des militaires. La participation des paysans à la guerre lui donna une tournure de guerre civile, opposant des villages pro et anti-senderistes, notamment dans les régions d'Ayacucho et de la *selva* centrale.

Les milices civiles, appelées *rondas campesinas y nativas*, furent formées par des paysans qui voulaient prendre les armes, mais plus couramment par des anciens senderistes ou par des membres du MRTA repentis, et par des civils qui avaient décidé de changer de camp. Certaines milices furent soutenues en armes et en formation militaire par les forces armées, et se nommèrent Comités d'auto-défense (CAD), d'autres groupes restèrent autonomes. Les miliciens luttèrent autant pour protéger leurs communautés des subversifs que pour mener des vengeance personnelles et pour commettre aussi divers délits. Leurs hauts faits d'armes s'accompagnèrent en effet de nombreux méfaits, ils volèrent, pillèrent, violèrent et tuèrent d'autres civils armés ou désarmés. Plusieurs d'entre eux résumèrent leur expérience en disant « *c'était la guerre* ».

La guerre civile péruvienne

Autant de faits qui conduisent à caractériser ce conflit comme une véritable *guerre civile*, dans laquelle, comme le note l'historien péruvien

(feu) Alberto Flores Galindo, les communautés s'affrontent les unes contre les autres⁵. En effet, les habitants des villages et des villes se sont divisés en deux groupes, les subversifs et les « Péruviens ». C'était en ces termes que parlaient les militaires et les paysans qui se défendaient les armes à la main. Plusieurs témoignages recueillis par la CVR montrent que les senderistes étaient souvent perçus comme « étrangers », tant leur violence semblait éloignée des coutumes locales. De son côté, l'anthropologue nord-américaine Kimberly Theidon⁶ fait état de faits semblables et note que les subversifs étaient même perçus comme non-humains, ou comme des *pishtacos* [mangeurs de graisse humaine]. Parallèlement, la guerre divise les communautés paysannes entre celles qui défendaient la nation péruvienne, et celles qui s'y opposaient. Comme le remarque l'historienne péruvienne Cecilia Méndez (2000), dans les zones rurales et urbaines pauvres, la défense de la nation s'exprime par le drapeau national, opposé au drapeau rouge des communistes du Sentier Lumineux.

Combien de victimes a fait cette guerre ? La Commission de la vérité et la réconciliation (2003) a reçu des témoignages sur la mort ou la disparition de 23 969 personnes, dont 18 397 ont été identifiées ; en prenant comme population de référence le recensement de 1993, qui donnait 22 millions de Péruviens. Pourtant, ce nombre ne correspond pas à l'ensemble des morts de la guerre. Ainsi, la CVR a utilisé une méthode statistique employée précédemment au Kosovo et au Guatemala (*Multiple Systems Estimation*), et a estimé que le conflit péruvien a fait 69 280 morts. Précisons aussi que la CVR a estimé qu'il y a eu au moins 6 000 Indiens Ashaninka morts dans les camps senderistes (sur un total estimé à 50 000), et ce chiffre n'est pas inclu dans l'estimation globale des morts. Or, il est probable que les morts de cette guerre soient bien plus nombreux si l'on tient compte du fait que des centaines de corps n'ont pas encore été retrouvés dans les fosses communes, dont on a identifié environ 4 000, mais dont seulement la moitié a fait l'objet d'une enquête du Ministère Public. Selon mes données, dans la région de la selva centrale il y a des dizaines de fosses connues seulement des parents de victimes (Villasante 2012a, en préparation). Cependant, en 2014, les services de médecine légale du Ministère Public ont découvert des nouvelles fosses communes dans le district de San Martín de Pangoa (Satipo, Junín) (Villasante, Chroniques politiques du Pérou, Mai et Octobre 2014).

En 1980, la population péruvienne était de 17,3 millions de personnes, et à la fin de la guerre 26 millions (INEI 1994 et 2009a). Certes, le chiffre total de morts est moins important que dans d'autres guerres du même genre, mais, pour l'histoire péruvienne, il reste le plus haut depuis l'indépendance (1821). La plupart du territoire péruvien fut concerné, à partir de l'épicentre

⁵ Flores Galindo, *Buscando un Inca : Identidad y utopía en los Andes* (1986) 2008 : 362.

⁶ Theidon, *Entre prójimos. El conflicto armado interno y la política de la reconciliación*, 2004 : 55.

Introduction

de la région d'Ayacucho (26 259 morts, 40% du total, 42 mille km²), et des départements de Junín (45 mille km²), de Huánuco (37 mille km²), de Huancavelica (22 mille km²), d'Apurímac (21 mille km²) et de San Martín (51 mille km²); et à l'exception de la côte du nord et du sud, et de l'Amazonie nord (Loreto). La région qui fut l'épicentre de la guerre était (et reste) la plus pauvre du pays, avec un taux de pauvreté de 65% et d'extrême pauvreté de 37% en 1980; alors que sur le plan national il y avait 54% de pauvres et 27% d'extrêmement pauvres (González de Olarte 1991). Ces indices ont très peu varié tout au long de la décennie des années 1990. En 2013, on estimait l'extrême pauvreté à 19% et la pauvreté à 52,9% dans la *sierra* rurale du pays (INEI 2013).

Le Rapport final de la CVR [*Informe final*, désormais IF] considère que le PCP-SL fut responsable de 54% des morts, les forces armées de 30% (6% la police), les milices civiles et les groupes paramilitaires de 15% et enfin le MRTA de 1% des morts (IF, Anexo 3). La grande majorité des victimes (75%) était issue du milieu rural de la sierra du centre-sud. Cela ne veut pas dire cependant qu'il y eut un génocide, comme dans le cas des Maya du Guatemala. Il se trouve que les militants du PCP-SL ont coopté des paysans et des jeunes ruraux d'origine quechua, mais ils avaient eux-mêmes des origines quechua, refoulées dans l'idée d'une mobilité socio-ethnique par leur adhésion au parti communiste. On verra en effet que le PCP-SL refoule le facteur ethnique et ne parle que de « lutte des classes », ce qui ne l'empêche pas de mépriser les « indiens-paysans ».

On doit s'arrêter un instant sur le terme « indien/indigène » et ses implications. Au Pérou, les soldats, comme les métis de province qui dirigeaient le PCP-SL, y compris Guzmán, ne se considéraient pas du tout (et ne sont pas considérés) comme des « Indiens », le terme étant devenu depuis l'anéantissement de la révolte de Túpac Amaru (1781) un synonyme de « *paysan rustre, ignorant et misérable* » (Flores Galindo 1986). Les senderistes, tout comme les soldats, se considéraient comme des personnes civilisées car ils parlaient le castillan correctement et connaissaient les règles minimales de vie citadine. Pour les citadins et les hispanophones, les « vrais Indiens » sont ceux qui ne parlent pas le castillan mais une langue native, qui ont des habitudes rustres, et qui portent des habits « traditionnels ». La guerre civile s'est développée dans ce cadre de racisme ordinaire qui constitue un fait de structure de la société péruvienne, mais qui était aussi renforcée par le *racialisme* scientifique apparu au XIXe siècle en Europe (Todorov 1989). Les distinctions entre « blancs » et « métis », c'est-à-dire les paysans qui ont une langue indigène, se sont affirmées partout, chez les subversifs, chez les militaires et chez les habitants des Andes et de l'Amazonie. En conséquence, dans ce livre je parlerai de « natifs » et de peuples andin et amazonien, en excluant le terme péjoratif « indien/indigène », et de manière générale, j'avancerai que si l'origine ethnique est étroitement liée à la situation d'insertion économique, il ne doit

pas être compris dans le sens essentialiste et « exotisant » des « *andinistes* » (Starn 1992). C'est-à-dire des néo-indigénistes qui persistent à parler des « Indiens » comme s'il s'agissait d'un terme de classement ethnique neutre, alors qu'il est très complexe et très connoté (et que personne ne le revendique). On verra ici que les Natifs des Andes et de l'Amazonie sont devenus, majoritairement, des *paysans pauvres* et que c'est sous cet angle là qu'il nous faut analyser leur situation sociale et politique.

Au cours de la guerre, les pics de violence furent enregistrés entre 1983 et 1984, entre 1989 et 1990 et enfin en 1992. En septembre 1992, Guzmán fut capturé par un corps spécial de la police, le GEIN, le déclin de la guerre commença à partir de cette période. Mais les actions armées continuent jusqu'aux années 1998-2000, et finalement elles se sont concentrées dans une zone de la *selva* centrale, la vallée des fleuves Apurímac, Ene et Mantaro (VRAEM), jusqu'à nos jours.

Les acteurs armés : subversifs, militaires et milices civiles

Combien étaient les acteurs armés ? Lorsque le PCP-SL fut fondé, en 1970, il s'agissait un groupuscule de 51 militants, en 1980 ils étaient 520 et au début des années 1990 leur nombre était estimé à 23 406, auxquels s'ajoutaient 21 492 militants dans la région du Huallaga. Ils ne portaient pas d'uniforme et étaient très mal armés (quelques centaines d'armes à feu, 120 mille cartouches de dynamite) (IF, Tomo II : 97). Agissant en milieu rural, les senderistes utilisaient des outils agricoles comme armes, ils volaient aussi des armes aux policiers. En 1988, leurs forces étaient à leur sommet.

Le Mouvement révolutionnaire Túpac Amaru (MRTA) est fondé en 1980, en 1982 les militants étaient quelques dizaines. Au début de 1990, leurs forces étaient estimées à 400 hommes et femmes (IF, Tomo II : 278).

Les forces de police furent toujours inférieures aux besoins de la guerre, dans la région d'Ayacucho il y avait environ 400 policiers en 1980-1982, et le corps spécial anti-subversif (Sinchis), ne fut jamais supérieur à 120 dans la zone d'Ayacucho. Il y avait seulement 250 Sinchis au siège situé à Mazamari (Satipo, Junín), et la majorité venait de la côte, ils étaient donc « étrangers » aux Andes. Les policiers étaient mal armés, les munitions étaient rationnées, parfois ils devaient les acheter eux-mêmes ; leur mode de vie dans les villages était aussi misérable que ceux des paysans (IF, Tomo II : 103, 106). En 1981, fut créée une unité de police anti-subversive (*División contra el terrorismo*) à Lima avec environ 30 policiers ; ils avaient très peu de moyens et aucune idée du mode de fonctionnement du PCP-SL. Cependant, cette unité sera la seule à avoir des résultats constants dans la lutte contre la subversion (IF, Tomo II : 112). En 1983, la DIRCOTE comptait 150 agents, en 1985 ils étaient 280, leur travail de renseignements permit la capture de dizaines de subversifs (IF, Tomo II : 121-123). Le nouvel armement arriva seulement en 1986. En 1987, la première promotion

Introduction

d'agents de la Direction d'opérations spéciales (DOES) comptait 239 agents. Certains parmi eux firent partie du groupe paramilitaire Rodrigo Franco, contrôlé par un ministre de l'Intérieur. En 1988, la DIRCOTE comptait près de deux mille membres. En janvier 1990, fut créé le Groupe spécial de renseignements (GEIN), au sein de la DIRCOTE, qui organisa la capture d'Abimael Guzmán le 12 septembre 1992 (IF, Tomo II : 131, 145). Durant la guerre interne, 682 policiers ont trouvé la mort, 754 ont été gravement blessés et 101 ont été déclarés invalides (IF, Tomo II : 167).

Les forces armées entrent dans la zone en état d'urgence en décembre 1982 avec 450 soldats répartis en trois bataillons, sur un total de 90 mille soldats. La Police fut mise à leurs ordres. La marine de guerre remplace les Sinchis dans la zone de Huanta avec 250 soldats sur un total estimé à 2 mille hommes (IF, Tomo II : 113, 180). Dans la période initiale, il y eut environ 2 mille soldats déployés dans le département d'Ayacucho (41 mille km²). Précisons aussi que l'aide militaire extérieure fut très réduite, elle provint des États-Unis (École des Amériques, CIA), d'Israël et de Taiwan, centrée sur la formation anti-subversive. En avril 1992, Fujimori fit un coup d'État grâce au soutien des forces armées, qui, jusqu'à la fin de la guerre, contrôlent le conflit en suivant la doctrine de la guerre politique de l'école de Taiwan, fondée sur la propagande et la désinformation. Un organisme militaire (le Service national de renseignements, SIN) fut créé pour s'occuper de cette activité illégale. On ne dispose d'aucun chiffre sur le nombre de soldats qui ont participé à la guerre après 1982, ni sur le nombre de soldats morts [E. Toche, communication personnelle, avril 2014].

Les milices civiles se forment de manière autonome dès 1982, ce sont les *rondas campesinas* et les *rondas nativas* en Amazonie ; à partir de 1984, avec l'aide des militaires, notamment la marine. La Loi n° 24571 du 6 novembre 1986, autorise les *rondas* à agir en défense des villages ; en 1991, les Comités d'auto-défense (CAD) furent reconnus par le Décret n° 741, ils furent autorisés à recevoir des armes. La principale différence entre ces milices est que les *rondas* étaient plus autonomes que les CAD qui suivaient de près la formation et les ordres des militaires. Le rôle des milices fut central pour vaincre militairement le PCP-SL. En 2003, les forces armées ont déclaré à la CVR qu'il existait dans le pays environ 8 000 CAD reconnues, composées de près de 500 000 hommes armés ; ce qui signifie qu'elles ont doublé leur nombre par rapport à 1993. Actuellement, les *ronderos*, comme ils s'appellent localement, ne veulent pas rendre leurs armes, même si une bonne partie ne fonctionne plus, ou n'a pas de munitions ; ce qui signifie que les armes ont une valeur plutôt symbolique pour les *ronderos*. Il faut souligner que cette situation n'a pas donné lieu à la naissance du banditisme. Cependant, dans plusieurs zones de la *selva* centrale, qui est toujours le théâtre d'opérations militaires, les *ronderos* Ashaninka et Nomatsiguenga sont ravitaillés en munitions par l'armée.

A la fin de la guerre, il y eut entre 600 000 et un million de personnes déplacées, environ 20 000 veuves, plus de 40 000 orphelins, et environ 15 000 disparus. Les destructions matérielles étaient énormes pour le pays, elles ont été estimées à un total de près de dix milliards de dollars, l'équivalent de 66% de la dette extérieure en 1988, et 45% du PIB pour la même année (*Hatun Willakuy* 2004 : 385-387).

Les termes « guerre interne » et « guerre civile »

Abordons maintenant l'usage des termes « guerre interne » et « conflit armé interne » qui ont été utilisés par les auteurs du Rapport final de la Commission de vérité et réconciliation en raison de deux facteurs. D'une part, à cause de leur reconnaissance officielle dans le cadre du droit international et humanitaire fixé dans la Convention de Genève de 1948, qui les définit comme des « affrontements entre forces gouvernementales et groupes armés organisés dans un territoire national ». D'autre part, le terme « guerre civile » n'a pas de valeur juridique sur le plan international. Le droit international humanitaire ne confère pas de statut juridique aux groupes armés, et ne reconnaît pas non plus les prisonniers de guerre, reconnus seulement dans le contexte de guerres internationales. C'est dans ce sens que la Commission de la vérité du Pérou a décidé de définir la période de violence péruvienne comme une « guerre interne » ou comme un « conflit armé interne ». Cela étant, il me semble que la majorité des chercheurs et des journalistes a adopté ces termes pour éviter l'emploi de l'expression « guerre civile », dont la charge émotionnelle est bien plus importante. J'utilise ce terme — également employé par Flores Galindo et Méndez — pour qualifier le conflit péruvien, sachant que les affrontements et les séquelles de cette guerre dans les villages des Andes et de l'Amazonie centrale sont explicites quant aux ressentiments, aux désirs de vengeance et aux blessures non refermées depuis une dizaine d'années. C'est ce que j'ai observé au cours de mes enquêtes chez les Ashaninka (Villasante 2012a, 2014c, 2014d, 2014e, 2014f, 2014g, 2015d).

La guerre civile péruvienne suscite encore des débats au Pérou et ailleurs. Deux questions en particulier sont régulièrement évoquées ; d'une part, son contenu « ethnique » et, d'autre part, sa violence extrême, difficile à comprendre car inédite dans l'histoire péruvienne ; voire dans l'histoire sud-américaine. Or, si l'ethnicité, le racisme et la violence extrême ont été des éléments importants de la guerre, ils ne sont pas nouveaux et caractérisent la structure de la société péruvienne post-coloniale.

Cette guerre a opposé des partisans d'une révolution communiste, qui, suivant le modèle maoïste, devaient partir « de la campagne à la ville ». Le mouvement subversif armé commence dans la région d'Ayacucho, rurale, pauvre, abandonnée par l'État et exclue de la nation comme le reste des régions du sud andin. Abimael Guzmán, principal idéologue de la « guerre

Introduction

populaire », imagine que les paysans pauvres acceptent son discours révolutionnaire et suivront les dirigeants du PCP-SL jusqu'au triomphe final : la fondation d'une « république populaire péruvienne ». Mais si, dans un premier temps, les paysans pauvres écoutent les chants des sirènes senderistes, croyant qu'une autre société socialement juste pouvait être fondée, ils s'en détournèrent rapidement et s'opposèrent à ceux qui deviennent des bourreaux qui les tuent sans discrimination. Ce fut, comme le remarquent Carlos Ivan Degregori (1991), et Ponciano del Pino (1992), la limite de l'adhésion initiale au projet senderiste, la *violence inutile* dont parle Primo Levi (*Les naufragés et les rescapés*, 1986), gratuite et insensée, contre des femmes, des enfants, des vieillards et des hommes. Voilà aussi pourquoi on ne peut pas qualifier le conflit de « lutte de libération ».

Une guerre ethnique ?

La CVR a montré que la grande majorité des victimes de la guerre furent des paysans Andins (75%), ce qui fait penser à certains auteurs qu'il s'agissait d'une « guerre ethnique », dans la droite ligne des affrontements entre Blancs et Indiens de l'époque coloniale. Mais il n'en est rien, même si les fondements de la racialisation des Natifs des Amériques sont coloniaux. *La guerre s'est déployée dans le cadre de la structure post-coloniale de la société péruvienne, dont les fondements sont ethniques, racistes, racialistes et violents.* C'est cette réalité hiérarchique fondée sur l'idée de la différence raciale, de la domination masculine, et sur l'actualisation de la violence symbolique et pratique, dans le cadre privé et public, et qu'on a de la peine à accepter ; d'où les malentendus et le déni de réalité. Déni de la réalité sociale qui nous fait accepter que le statut personnel dépend de la généalogie, et de la construction sociale de la différence ethnique en fonction de la proximité/éloignement des origines européennes. Ce qui s'exprime en partie seulement par la « couleur de la peau », qui attire tant l'attention des Européens et des Nord-américains, car les traits de culture et d'éducation sont souvent plus importants dans le classement statutaire des personnes, comme je le notais précédemment.

Dans ce contexte de racisme ordinaire, renforcé par le racialisme scientifique dont parle Tzvetan Todorov⁷, la guerre civile s'est déployée en mettant en relief, de manière tragique et sanguinaire, le mépris des élites pour les « *campesinos-indios* », les « *serranos* », en même temps qu'elle réaffirmait la domination des groupes « blancs » et « métis » à tous les niveaux. En effet, les chefs militaires, les autorités centrales et les dirigeants subversifs appartenaient au groupe des « blancs/métis » ; alors que les combattants, les militaires, les paysans et les subversifs, étaient insérés dans les groupes pauvres de moindre statut, les métis-indigènes, les indigènes

⁷ Todorov, *Nous et les autres*, 1989 : 133 et sqq.

acculturés (*cholos*), ou les paysans de la *puna* [des hauteurs andines], monolingues et analphabètes appelés « *Indios chutos* ». Cependant, l'historien péruvien Ponciano del Pino⁸, note qu'au sein de la société andine, il existe une distinction hiérarchique, raciale et culturelle, entre les « *indios chutos* » qui habitent les hauteurs (*suní* et *puna*), à plus de 3 500 mètres, appelés *sallqaruna* en quechua, et les habitants des parties plus basses et des vallées, appelés *quechuaruna*. Ces derniers considèrent que les *sallqaruna* sont « sauvages, brutes, ignorants, des animaux ». Or, si les milices civiles se formèrent d'abord dans les vallées et après dans les hauteurs, et les paysans dits *sallqaruna* prirent l'avant-garde de la lutte contre le PCP-SL. Dans leurs luttes contre les senderistes, notamment ceux des vallées, où siège aussi le pouvoir de l'État, ils ont exprimé leur « mécontentement ethnique et social contre ceux qui hégémonisaient le pouvoir dans la région. » Pour del Pino, cela ne veut pas dire qu'ils soutenaient directement l'État ou la nation, mais plutôt qu'ils s'opposaient à toutes les agressions existantes ; les communautés des vallées d'Ayacucho auraient donc perdu de leur pouvoir, y compris les paysans riches. Ainsi, après la guerre les *sallkaruna* se considèrent plus égaux aux *quechuaruna* (del Pino 1992 : 500).

Comprendre l'extrême violence : la violence inutile

L'élément de l'extrême violence (éminemment masculine) a choqué profondément les consciences des Péruviens. Les hommes, militaires et senderistes, ainsi que les membres du *Mouvement révolutionnaire Túpac Amaru* (MRTA), ont agi en véritables barbares à l'encontre des civils, des femmes et des enfants. Il ne suffisait pas de tuer, il fallait le faire en faisant souffrir les victimes dont on ne respectait rien, ni l'âge, ni le sexe, ni la position sociale. On sait que la violence guerrière renforce de manière essentialiste les identités (ethniques et nationales) des personnes et des groupes⁹. Pour les militaires et les milices civiles les senderistes étaient des « terroristes », des *enemís*, qu'il fallait éliminer, et pour ces derniers, les paysans et les militaires qui s'opposaient à eux étaient également des *enemís* à abattre. Soulignons encore que de tels ennemis pouvaient être les membres d'un même village, d'une même localité, d'une même famille, des femmes et des enfants. Arrêtons-nous un instant pour noter, suivant Wieviorka et Wolton (1987), que le terme « terrorisme » ne désigne « ni la guerre, ni la révolution, ni la violence politique », mais plutôt une « méthode d'action » dans laquelle « la violence est l'horizon indépassable de la lutte ». Cela dit, le juge Marc Trévidic (2013 : 268) suggère une définition très précise, que j'adopte ici, en affirmant que « le terrorisme est une entreprise

⁸ P. del Pino, *Los campesinos en la guerra o de cómo la gente comienza a ponerse macho*, 1992 : 500-501.

⁹ Benedict Anderson, *Imagined Communities*, 1983 ; Jacques Sémelin, *Purifier et détruire. Usages politiques des massacres et génocides*, 2005 : 46 et sqq.

Introduction

individuelle ou collective ayant pour but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation ou la terreur. »

En dehors des affrontements armés, un grand nombre de massacres et d'emprisonnements arbitraires — incluant des tortures — ont été très bien organisés par les chefs militaires et subversifs. On a constaté des méthodes de mise à mort déjà repérées dans d'autres cas de violences de masses dans le monde ; en particulier la séparation des hommes et des femmes avec leurs enfants, précédant l'élimination ordonnée des premiers, puis des secondes après les viols collectifs. Les armes utilisées dans ces massacres étaient des fusils automatiques et des mitrailleuses pour les militaires, qui achevaient les morts à l'arme blanche ; et des armes de fortune, des vieux fusils, des haches, des pierres, des frondes et des bâtons, pour les senderistes.

Les meurtres sélectifs des autorités civiles et militaires, des fonctionnaires et des autorités locales par les subversifs (PCP-SL et MRTA) furent extrêmement courants jusqu'à la fin de la guerre. Des groupes paramilitaires, mais aussi des soldats et des policiers ont commis des meurtres sélectifs de dirigeants ou de simples « suspects ». Les attentats à la bombe des subversifs furent courants dans les trois quarts du pays. Dans les régions rurales, des centaines de têtes de bétail furent égorgées par des senderistes. Un massacre particulièrement odieux fut perpétré dans la réserve de vicognes de Pampa Galeras en mars 1983, lorsqu'une centaine de bêtes furent égorgées par les senderistes ; peu après une base de l'armée s'installa dans les lieux, puis ils furent abandonnés jusqu'en 1994 ; l'on estime qu'environ 50 000 vicognes furent tuées durant cette longue période d'abandon de la réserve. Les senderistes brûlèrent également des installations des coopératives paysannes, détruisant du matériel indispensable pour les travaux agricoles et l'élevage.

Des milliers d'enfants furent recrutés de force par le PCP-SL, et en moindre mesure par les forces armées, par les milices civiles et par le MRTA. Ces enfants-soldats, qui n'ont pas de reconnaissance sociale ni étatique, étaient employés comme chair à canon et mis en première ligne des troupes lors des attaques des villages. Des fillettes et des femmes séquestrées étaient forcées d'être des esclaves sexuelles des chefs senderistes. Le PCP-SL voulait terroriser les populations rurales et il y réussit pendant des longues années.

Le summum de l'horreur, encore méconnu, fut atteint dans les camps de travail senderistes établis dans les hauteurs andines d'Ayacucho et chez les Ashaninka de l'Amazonie centrale ; environ 6 000 Ashaninka (sur un total estimé à 50-55 000), perdirent la vie entre 1989 et 1995. Il faut souligner que la recherche d'un « passé de violence » qui plongerai ses racines dans la période inca et qui expliquera le présent, évoquée par certains auteurs comme Pablo Macera, est parfaitement absurde. Reconnaissons que notre pays a vécu une période d'extrême violence, inédite. Autrement dit, la guerre civile a montré que les Péruviens pouvaient être aussi violents que d'autres peuples dans le monde, et que le Pérou n'est

pas un « pays pacifique¹⁰ », voilà la principale certitude de vingt ans de guerre civile.

Comment comprendre l'extrême violence, qui apparaît de prime abord comme une sorte de folie collective ? Je ne prétends pas ici donner une réponse achevée à une question antique et complexe, mais je voudrais poser quelques idées qui ont guidé ma réflexion. Dans le cadre de ses travaux sur la violence et le pouvoir politique, Hannah Arendt (1972 : 162) a souligné que « *la violence n'est pas plus bestiale qu'irrationnelle* ». Elle précise sa pensée de la manière suivante :

« Dire que la violence procède souvent de la fureur est un lieu commun, et certes la fureur peut avoir un caractère irrationnel et pathologique, mais il en va de même de toute émotion humaine. On peut certainement créer des conditions susceptibles d'aboutir à une déshumanisation de l'homme — comme les camps de concentration, la torture, la famine — mais cela ne signifie pas qu'il puisse par là *devenir semblable à un animal* ; dans des conditions de ce genre, ce ne sont pas la fureur et la violence, mais leur absence évidente, qui devient le signe le plus clair de la déshumanisation. (...) Nous ne manifestons une réaction de fureur que lorsque notre sens de la justice est bafoué ; cette réaction ne se produit nullement parce que nous avons le sentiment d'être personnellement victimes de l'injustice, comme peut le prouver toute l'histoire des révolutions, où le mouvement commença à l'initiative de membres des classes supérieures qui conduisirent la révolte des opprimés et des misérables. (...) L'important est que dans certaines circonstances, *la violence — l'acte accompli sans raisonner, sans parler, et sans réfléchir aux conséquences* — devient l'unique façon de rééquilibrer les plateaux de la justice. (...) Dans ce sens, la fureur, et la violence dont elle s'accompagne parfois font partie des émotions humaines « naturelles », et vouloir en guérir l'homme n'aboutirait qu'à le déshumaniser ou le déviriliser. » (Arendt 1972 : 162-163). (C'est moi qui souligne).

Abordant le thème de la violence collective, Arendt écrit :

« (...) même si l'efficacité de la violence ne dépend pas de la force du nombre — un homme utilisant une mitrailleuse peut tenir en respect tout un groupe organisé — *ses caractéristiques les plus dangereusement attirantes se manifestent toutefois à l'occasion du recours à la violence collective*, et cela indépendamment de la sécurité que procure le nombre. Il est parfaitement exact qu'au cours d'une action révolutionnaire, de même que pendant une opération militaire, « l'individualisme est la première valeur à disparaître » [Fanon, *Les damnés de la terre*, 1961] ; vient s'y substituer un certain esprit

¹⁰ Flores Galindo écrit : « Veinte años atrás, pensabamos que el Perú era un país pacífico. (...) La realidad parecía conformar ese estereotipo del peruano como ser pacífico, soportando estoicamente las agresiones. (...) Todo esto ha cambiado de manera radical. Ahora, más de veinte años después, vivimos una crisis cuyo signo más visible es precisamente la violencia política. Desde el año 1980, esta violencia, como antes en los países latinoamericanos, ha significado presos, desaparecidos o muertos. » (In Introducción, *Tiempo de plagas*, 1988, 1996c : 17-18. *Obras completas* IV.)

Introduction

de groupe, plus intensément ressenti, qui établit entre les participants un lien beaucoup plus fort, bien que moins durable, que toutes les formes d'amitié, publique ou privée. Il est certain qu'un groupe qui se livre à des activités illégales, criminelles ou politiques, devra, pour sa propre sécurité, exiger que « chaque individu réalise un acte irréversible » [Fanon] afin de couper les ponts entre lui et la bonne société avant d'être admis dans la communauté de la violence. Mais une fois intégré, l'attrait grisant de la violence le saisit. » (Arendt 1972 : 166-167). (C'est moi qui souligne).

Enfin, la violence est rationnelle :

« dans la mesure où elle atteint le but qu'elle s'était fixé et qui doit la justifier. Or, du fait que nous ne pouvons jamais prévoir avec certitude les conséquences finales de nos actes, la violence ne saurait être rationnelle que si elle se fixe des objectifs à très court terme. La violence est incapable de soutenir des causes, de conduire la marche de l'histoire, de promouvoir la révolution, de défendre le progrès ou la réaction ; mais par la dramatisation des griefs, elle sollicite très vivement l'attention du public. (...) En fait, la violence, à l'encontre de ce dont ses prophètes s'efforcent de nous persuader, est beaucoup plus l'arme des réformes que celle de la révolution. » (Arendt 1972 : 179).

Il est donc entendu que la violence personnelle et collective est une émotion humaine et elle se présente comme particulièrement attirante dans sa version collective, notamment au cours de guerres, où l'expérience de la mort « apparaît comme le plus puissant des facteurs égalitaires ». Pour Arendt, « Tout se passe comme si la vie elle-même, l'immortelle existence de l'espèce, nourrie pour ainsi dire par la mort continuelle de ses membres vivants, « surgissait dans toute sa force », et devenait une réalité grâce à la pratique de la violence. » (Arendt 1972 : 167). Mais pourquoi cet attrait des hommes pour la violence ? Il faut nous tourner vers une explication de la psyché humaine pour tenter de saisir le sens de cet attrait ; Sigmund Freud a beaucoup réfléchi sur le thème, et il avance que les hommes ont une pulsion de vie et une pulsion de destruction et de mort, et les deux sont indispensables pour la reproduction de l'espèce. Dans une lettre envoyée à Albert Einstein en 1932¹¹, dans laquelle il répond sur le pourquoi de la guerre, dans le contexte de crise de cette époque, Freud écrit :

« Nous avons appris que deux choses maintiennent la cohésion d'une communauté : la contrainte de la violence et les liens du sentiment — ce qu'on appelle du point de vue technique des identifications— qui unissent les groupes. Si l'une de ces composantes disparaît, il est possible que l'autre maintienne la communauté. Mais, bien entendu, ces idées n'ont de sens que si elles expriment d'importants traits communs des membres. Reste à savoir quelle est la force de telles idées. (...) De nos jours non plus, il n'y a pas une

¹¹ Freud, Pourquoi la guerre ? Lettre à Albert Einstein, in *Anthropologie de la guerre* [textes écrits entre 1912 et 1932], 2007.

seule idée à laquelle on pût accorder une telle autorité unificatrice. Il est en effet par trop manifeste que les idéaux nationaux gouvernant les peuples poussent dans une direction opposée. Certaines personnes ont prédit que seule la pénétration générale de la manière de penser bolcheviste sera en mesure de mettre un terme aux guerres, mais nous sommes aujourd'hui en tout cas fort éloignés d'un tel but, et sans doute ne serait-il accessible qu'au terme d'effroyables guerres civiles. (...) C'est une erreur de calcul que de ne pas tenir compte du fait qu'à l'origine le droit était violence brute, et que, de nos jours encore, il ne peut se passer d'un soutien de cette violence.

Je ne puis mieux faire maintenant que de commenter une autre de vos phrases. Vous vous étonnez qu'il soit si facile de susciter de l'enthousiasme des hommes pour la guerre, et vous supposez qu'il y a en eux quelque chose qui les y pousse, une pulsion de haine et de destruction qui va au devant de cette excitation. De nouveau, je ne puis que vous approuver sans réserve. Nous croyons à l'existence d'une telle pulsion, et, durant ces dernières années, nous nous sommes efforcés d'en étudier les manifestations (...) Nous supposons qu'il n'y a que deux espèces de pulsions humaines : soit elles tendent à conserver et à unir (...), soit les autres qui tendent à la destruction et à la mort — nous les rassemblons sous les termes de pulsions d'agression ou pulsions destructrices. (...) Chaque espèce de pulsions est tout aussi indispensable que l'autre, et les phénomènes de la vie procèdent des actions conjuguées et opposées des deux espèces. » (Freud 1932, 2007 : 259-261).

Le désir d'agresser est lié à la pulsion de mort, qui devient « *pulsion de destruction lorsque avec l'aide de certains organes, elle se tourne vers l'extérieur, contre des objets. L'être vivant préserve en quelque sorte sa propre vie en détruisant ce qui lui est étranger.* » Freud considère qu'il n'y a aucun sens à vouloir supprimer les penchants agressifs des hommes, même si l'idée a germé dans la tête de certains, dont les bolchévistes, en effet :

« Les bolchevistes, eux aussi, espèrent qu'ils sauront faire disparaître l'agressivité humaine en garantissant la satisfaction des besoins matériels, et, par ailleurs, en instaurant l'égalité parmi les membres de la société. Je tiens cela pour une illusion. Entre-temps ils se sont armés le plus soigneusement et assurent la cohésion de leurs partisans non sans entretenir une haine dirigée contre tous ceux qui ne sont pas des leurs. Au demeurant, comme vous-même l'indiquez, il ne s'agit pas d'en finir complètement avec l'agressivité humaine ; on peut tenter de la détourner au point qu'elle cessera de trouver sa nécessaire expression dans la guerre. » (Freud 1932, 2007 : 266).

Au Pérou, les idées des senderistes étaient semblables à celles des bolchevistes, ils prétendaient, eux aussi, instaurer une « nouvelle société » égalitaire et d'abondance par la « guerre populaire ». Les insurgés péruviens, ainsi que les militaires, se livrèrent ainsi à une guerre en instrumentalisant le « bon usage » de la violence ; c'est-à-dire en lui accordant des justifications explicites (la révolution implique des sacrifices et des milliers de morts, la lutte antiterroriste justifie l'extrême violence). Les populations civiles, victimes des deux camps, et en même temps partie prenante des hostilités,

Introduction

ont soulevé la question de l'animalité à laquelle elles furent soumises dans les séances de torture, dans les « procès populaires », et surtout dans les camps de mort senderistes. Aussi, pour conclure ces réflexions je voudrais aborder la relation entre violence, animalité et humanité, telle qu'elle est posée dans le champ de l'anthropologie sociale. Françoise Héritier a travaillé admirablement le thème dans ses séminaires au Collège de France, publiés dans deux volumes sous le titre *De la violence* (1996 et 1999). Elle a voulu attirer l'attention sur les particularités de certains types de violences extrêmes contemporaines. Il est question en effet des violences ordinaires contre les faibles (femmes et enfants), mais surtout des violences d'État, des atrocités collectives et des montées des nationalismes. Si les terribles massacres au Rwanda (1994) et en ex-Yougoslavie frappaient encore les esprits des participants aux séminaires, d'autres cas moins connus furent évoqués par Héritier, dont les violences en Colombie. Pour Héritier, la cruauté s'exerce sur des personnes réduites à un corps animal dépourvu de droits ; plus précisément :

« Ces données ne sont certes pas suffisantes pour expliquer la raison d'être de la violence mais dans leur facteur commun : la négation de l'humanité dans l'autre qu'on extermine, et par les divers moyens utilisés, elles peuvent nous amener à démontrer quelques-uns des ressorts cachés qui sous-tendent la malignité humaine. *Appelons violence toute contrainte de nature physique ou psychique susceptible d'entraîner la terreur, le déplacement, le malheur, la souffrance ou la mort d'un être animé* ; tout acte d'intrusion qui a pour effet volontaire ou involontaire la dépossession d'autrui, le dommage ou la destruction d'objets inanimés (...). Des violences se veulent légitimes : ce sont celles de la loi, et des peines appliquées à ceux qui l'enfreignent. Selon leur nature et leur diversité, elles posent la question des conditions de légitimité de la révolte et de l'insoumission. » (Héritier 1996 : 16-17). (C'est moi qui souligne).

La raison des atrocités qui défigurent les personnes, notamment dans la torture et dans les mutilations des corps et des cadavres, serait donc associée au désir de faire disparaître l'humanité de la victime, de le réduire à une condition animale. Pour l'anthropologue française Florence Burgat (1999 : 50), participante des séminaires de F. Héritier, le recours à l'animalité sert à stigmatiser l'infériorité intrinsèque de l'Autre qu'on détruit ; et de ce point de vue, elle se rapproche des discours racistes sur l'infériorité des Autres. Au Pérou, les ennemis des senderistes et des militaires étaient « animalisés » non seulement en tant que personnes mais en tant que « paysans-Indiens », inférieurs par leur classe et par leur « race ».

Mais il y a encore une forme de la violence qui reste opaque à la compréhension, c'est ce que Primo Levi, dans son livre *Les naufragés et rescapés* (1986), a nommé la « violence inutile ». C'est-à-dire, comme on vient de le voir, une violence « devenue une fin en soi, visant uniquement à créer de la douleur », plus précisément :

« *La violence inutile*. Le titre de ce chapitre pourrait paraître provocateur, voire agressif : existe-il une violence utile ? Oui, malheureusement. La mort, même non provoquée même la plus clémente, est une violence, mais elle est tristement utile : un monde d'immortels (les *struldbruggs* de Swift) ne serait ni concevable ni vivable, il serait plus violent que le monde actuel, qui l'est cependant. Et l'assassinat, en général, n'est pas non plus inutile (...) Les cas de folie mis à part, ceux qui tuent savent pourquoi ils le font : pour supprimer un ennemi véritable ou supposé, ou pour venger une offense. Les guerres sont exécrables, elles sont le pire moyen de résoudre les controverses entre nations ou factions, mais on ne peut les définir inutiles : elles visent un but, injuste ou pervers, elles ne sont pas gratuites, elles ne se proposent pas d'infliger des souffrances ; les souffrances sont bien là, collectives, déchirantes, injuste, mais elles sont un sous-produit, un de plus. Or, je crois que les douze années hitlériennes ont partagé leur violence avec beaucoup d'autres espaces-temps historiques, mais qu'elles sont caractérisés par une inutile violence diffuse, devenue un fin en soi, visant uniquement à créer de la douleur ; parfois tendant à un but, mais toujours redondante, toujours hors de proportion avec ce but même. (...) Non seulement l'ennemi devait mourir, mais il devait mourir supplicié. » (Levi (1986) 1989 : 104-105, 119).

L'extrême cruauté, la violence inutile déployée au cours de la guerre civile péruvienne a été l'un des éléments qui est, encore de nos jours, le moins compris. On a de la peine à croire que nous autres Péruviens, militaires et civils, pouvions, nous aussi, tomber en barbarie.

Deux faits fondamentaux qui caractérisent la guerre péruvienne doivent être ici soulignés : l'existence de camps d'internement, ou de rééducation communiste, installés par le PCP-SL dans la haute montagne et dans la *selva* centrale, et le recrutement d'enfants-soldats par tous les acteurs du conflit. Ces faits n'ont pas été présentés dans le Rapport final de la Commission de la vérité et la réconciliation, qui a classé les camps sous l'étiquette de « situations d'esclavage », et le rapport n'a pas pris en compte le concept humanitaire d'enfants-soldats utilisé par l'ONU et par les organisations de défense des droits humains. Dans ce livre, ces éléments nouveaux dans l'analyse du cas péruvien sont longuement étayés dans le chapitre 5.

Présentation de l'ouvrage

La question de l'appartenance ethnique des paysans des Andes du Sud et du pays en général est très importante pour comprendre leur position pendant la guerre civile. Nous allons aborder cette question dans le premier chapitre du livre, en commençant par l'invention du concept d'« Indien » dans le cadre de la colonisation espagnole. Nous rappellerons que la violence coloniale fut responsable de la destruction des Natifs du Pérou (et des Amériques), mais que la violence contre des Natifs amazoniens se poursuit pendant la dernière partie du XIXe siècle et les années 1920 (et elle n'a pas

Introduction

cessé de nos jours). En effet, durant la période d'exploitation du caoutchouc — par les capitalistes britanniques, français, brésiliens et péruviens —, les peuples amazoniens furent persecutés pour être utilisés comme main-d'œuvre esclave. Il s'agissait d'une violence de masses qui a fait des milliers de morts et qui reste peu connue dans l'historiographie péruvienne, plutôt centrée sur l'histoire des Quechua des Andes. On verra également qu'une politique indigéniste s'amorce dans les années 1920-1930, époque au cours de laquelle la construction de l'État et de la nation est explicitement évoquée par les gouvernants. Sans beaucoup de succès bien entendu. Les grands changements commencent dans les années qui suivent la Seconde Guerre mondiale, lorsque la ruine de l'agriculture favorisa un exode rural massif. Les Andins qui s'installent sur la côte, et surtout à Lima, modifient les rapports sociaux et sont à la base d'un nouveau racisme fondé non pas sur la distinction coloniale entre Blancs/Indiens/Noirs, mais sur les divers degrés de métissage des indigènes-métis. L'essor de l'éducation favorisée par l'État, et la timide industrialisation contribuent à l'émergence d'un nouveau classement social fondé autant sur les origines généalogiques que sur le niveau éducatif et la richesse.

Dans le chapitre 2, nous verrons que les années 1960 sont marquées par le déclin de l'oligarchie rurale et par l'émergence de ce que les militaires nomment « le danger communiste ». En 1965, les militaires répriment avec une grande brutalité une insurrection de guérilla ; peu après, en 1968, ils font un coup d'État et les grandes réformes sociales commencent dans le pays. La place des « Indiens » est révisée, ils seront désignés désormais comme « paysans ». L'armée se donne la tâche de continuer à civiliser les paysans, pour en faire surtout des bons soldats. Cette période se divise en deux parties, la première fut celle du gouvernement nationaliste et réformiste du général Juan Velasco Alvarado, et la seconde celle du démantèlement des réformes par le général Morales Bermúdez, proche des États-Unis. Malgré les échecs de la « révolution péruvienne », la réforme agraire mit fin à la grande propriété rurale, et pour la première fois dans l'histoire, l'État reconnut l'existence et les droits des peuples amazoniens en 1974.

Nous aborderons le début de la guerre civile dans le chapitre 3. Contrairement à une opinion répandue au Pérou, je soutiendrai que la violence de cette période de notre histoire n'est pas nouvelle. Elle a été précédée des grandes violences coloniales contre les Quechua des Andes, et des exactions et des massacres atroces des peuples Amazoniens à la fin du XIXe siècle. On ne saura probablement jamais combien de morts il y eut pendant cette sombre période, mais sans doute plusieurs milliers (Chirif 2004 et 2012). En 1980, le pays commençait une période nouvelle, de « démocratie », et le régime des élections s'est poursuivi tout au long de la guerre ; cela ne veut pas dire, cependant, que le système démocratique a sous-tendu cette époque. Loin de là. Je considère que la démocratie péruvienne était une façade qui tentait de cacher une situation politique

caractérisée par la mainmise des forces armées dans la conduite de la guerre, entre 1982 et 2000. Les pics de violence qui firent le plus de morts eurent lieu entre 1983-1984 et entre 1989-1990. Comme si cela n'était pas suffisant, à la sécheresse des années 1989-1990, succède une épidémie de choléra qui se répandit dans le pays en 1991, faisant environ 3 000 morts.

Or, comme nous le verrons dans le chapitre 4, le voile démocratique tomba en avril 1992, lorsque le président en exercice, Alberto Fujimori, fit un coup d'État avec le soutien des militaires, et gouverna sans aucun contre-pouvoir, avec un Parlement à sa solde, jusqu'à sa fuite honteuse au Japon en novembre 2000. Pendant le régime de Fujimori, toute la vie institutionnelle du pays fut corrompue par l'argent de la drogue et des pillages divers des deniers publics. Les systèmes législatifs, de justice et de défense tombèrent aux mains de personnes corrompues, au service du dictateur. Dans ce contexte, il est presque miraculeux qu'en septembre 1992, un corps spécial de la police anti-terroriste, ait pu capturer le chef du PCP-SL, Abimael Guzmán, et son comité central. La guerre commença son déclin, mais Fujimori conserva les dispositifs anti-terroristes pour continuer à manipuler la population et sa peur des violences. Enfin, après l'effondrement du régime en novembre 2000, les institutions commencent à sortir de leur torpeur et le gouvernement de transition lança une enquête nationale, la Commission de vérité et de réconciliation. Pour percevoir l'ampleur de la tâche de cette Commission, j'évoquerai la situation politique des pays latino-américains qui ont connu des violences politiques et des Commissions de vérité. Distinguant ceux qui ont connu des dictatures (Argentine, Chili), de ceux qui ont connu des guerres civiles (Guatemala, El Salvador), et enfin des pays comme la Colombie, qui ont une expérience du passage d'une guerre de guérilla (depuis 1980) à une situation de conflit entre groupes corrompus par le trafic de drogue et l'État (après 1990). En Amérique latine, la guerre péruvienne se rapproche de la guerre du Guatemala, et elle a adopté le même profil colombien mafieux après la capture de Guzmán.

Après avoir brossé ce tableau politique général, nous aborderons, dans le chapitre 5, les actions des groupes subversifs, notamment le PCP-SL qui a été au devant de la scène de la guerre. On examinera l'idéologie de violence qui a guidé le chef charismatique Guzmán et ses partisans qui lui vouaient un culte de la personnalité inédit dans notre histoire politique. Le PCP-SL s'est répandu par le biais du recrutement de jeunes déracinés et de paysans qui rêvaient d'un renversement de l'ordre social, d'une révolution « de la campagne à la ville » pour l'égalité et l'abondance (Degregori 2010). Dans son versant « jeune » et dans ses méthodes terroristes, ce processus peut être relié à celui qui a lieu dans les rangs des islamistes, issus de la mouvance d'al-Qaeda ou, plus récemment, de l'État islamique créé entre la Syrie et l'Irak, particulièrement sanguinaire et totalitaire. La violence senderiste fut massivement revendiquée et justifiée comme un fait indispensable pour atteindre le « nouvel ordre », la « nouvelle société », « l'homme nouveau »

Introduction

(on ne parle pas de « femme nouvelle »). Les chefs senderistes se donnaient le droit de vie et de mort sur les « masses », torturaient, violaient des femmes et des fillettes, tuaient sélectivement des autorités et des « traîtres », tous ceux qui n'étaient pas avec eux étaient déclarés « ennemis » et tués. Mais un extrême inédit en Amérique latine fut atteint dans la construction de camps senderistes, où des milliers d'Andins et d'Ashaninka et de Nomatsiguenga ont trouvé la mort au cours des années de captivité. Cette réalité a été dévoilée dans le Rapport final de la Commission de vérité et réconciliation, sans qu'elle ait suscité la stupeur, la honte ou l'horreur des Péruviens. On peut se demander combien de Péruviens ont lu cette partie du travail de la CVR ? Et pourquoi on ne dit rien ? Le thème fait-il trop peur ? Certes, il y a de quoi avoir peur quant on approche la réalité des camps d'internement de personnes forcées de vivre dans des conditions atroces, « comme des animaux » disent les survivants, pendant plusieurs années. Et pourtant, ce silence actuel m'est incompréhensible. La question des camps senderistes est le cœur de mon travail sur la violence chez les Ashaninka, j'évoquerai donc dans cet ouvrage seulement ses traits les plus importants. Ce chapitre se termine avec la présentation des actions du Mouvement révolutionnaire Túpac Amaru (MRTA), qui peut être classé comme une guérilla classique qui eut peu d'écho local et aucune aide internationale.

Le chapitre 6 aborde le thème des actions des militaires et des milices civiles durant la guerre civile. On pourra voir comment les policiers furent mis de côté par les militaires à partir de décembre 1982, lesquels assumèrent le commandement de la lutte anti-subversive à partir de cette date. Ni les policiers ni les militaires n'étaient préparés à affronter un « ennemi intérieur », malgré la courte expérience de 1965. Ils appliquèrent donc massivement les manuels de l'École des Amériques de Panama, c'est-à-dire les manuels de lutte anti-communiste/terroriste des Nord-américains. Dans ces manuels, tout était permis, les tortures, les exécutions, et les massacres. Il faut se souvenir que les Etats-Unis influençaient l'anti-communisme primaire des militaires latino-américains depuis la révolution cubaine ; et qu'ils agissaient directement dans des pays comme le Chili, l'Argentine, le Guatemala, El Salvador, le Nicaragua et le Honduras, sans compter la Colombie, la Bolivie et l'Équateur. Compte tenu de l'ampleur de la guerre et de la violence des senderistes, les militaires péruviens organisent des entraînements pour la guerre particulièrement violents et meurtriers. Le rituel d'initiation des soldats commençait par le meurtre d'un « terroriste », idéalement avec un couteau ébréché. En dehors des tortures, des viols de femmes et de fillettes, et des assassinats ciblés, les militaires et les policiers — dont les Sinchis —, ont perpétré des massacres de villages entiers. Des corps ont été brûlés dans des fours, comme à la Caserne Los Cabitos d'Ayacucho, et d'autres ont été découpés et enterrés dans des champs.

Les milices civiles ont assumé la défense armée de leurs villages, souvent abandonnés des militaires et sujets aux représailles des senderistes,

mais elles se sont rendues aussi responsables de crimes de sang, de viols de femmes et de fillettes et d'assassinats individuels et collectifs. L'action de ces milices, dites *Rondas campesinas y nativas*, et *Comités de autodefensa* (CAD) lorsqu'elles étaient formées par l'armée, relève de la question des luttes entre civils au cours d'une « guerre sale ». De nombreuses actions de violence extrême ont été ainsi déployées « entre proches », entre voisins, entre membres d'une même famille élargie, comme on a pu l'observer ailleurs, au Rwanda, en ex-Yougoslavie ou en Colombie.

Dans la dernière partie du livre, je tente de comparer la guerre civile péruvienne avec la guerre civile en Algérie dans les années 1990, et qui présente plusieurs similitudes. Ainsi, dans les deux pays, les militaires ont acquis un pouvoir démesuré, arbitraire et illégitime pour mener à bien les guerres anti-terroristes ; ils ont commis des graves violations des droits des citoyens et des personnes, tout en déployant une propagande qui les présentait comme les sauveurs du pays. Les groupes subversifs sont semblables : le Sentier Lumineux est tout à fait comparable dans ses méthodes de recrutement, dans ses stratégies de violence extrême et de terre brûlée, aux groupes *jihadistes* [du terme *jihâd*, guerre sainte] dont le Groupe islamique armé (GIA), al-Qaeda au Maghreb islamique (AQMI), qui agit en Algérie, en Mauritanie, et au Mali, et enfin le tout récent État Islamique établi en Syrie et en Irak.

Dans l'Annexe 1 de cet ouvrage, je présente une brève chronologie des faits marquants de la guerre interne ; l'Annexe 2 concerne une synthèse des principaux faits d'extrême violence, indispensable pour mieux saisir la guerre dans ses détails les plus concrets et les plus terrifiants. Et un tableau de synthèse des principaux massacres est présenté dans l'Annexe 3.

Enfin, une *Chronique de la violence au Pérou*, dans sa version longue et détaillée, sera publiée ultérieurement pour aider les auteurs travaillant sur le thème, au Pérou ou ailleurs dans le monde, à établir des comparaisons dans le cadre large de l'anthropologie et de l'histoire de la violence et de la guerre.

*

Introduction



Photo 1 : Association de proches des disparus d’Ayacucho (ANFASEP)
(©Nancy Chappell, *Yuyanapaq*, CVR 2003)

*

Mariella Villasante Cervello

Cet ouvrage présente une analyse détaillée de la violence politique au Pérou, en particulier entre 1980 et 2000, où le pays a affronté une guerre civile dans une grande partie du territoire national. Cette guerre ne fut en aucun cas une « guerre ethnique », mais un conflit déclenché par le Parti communiste du Pérou, Sentier Lumineux (PCP-SL), contre l'État et la société péruvienne.

Entre mai 1980 et novembre 2000, dans les régions andines du centre et du sud et en Amazonie centrale, les populations se sont divisées entre partisans et opposants de Sentier Lumineux. Les gouvernements civils (Belaunde, García, Fujimori) accordèrent un pouvoir total aux militaires pour lutter contre cette subversion armée et la moitié du pays fut soumise à l'état d'urgence, régi par la loi martiale. Du coup d'État de Fujimori, avec l'appui des Forces armées, le 5 avril 1992, jusqu'en novembre 2000, date de sa destitution, le Pérou fut gouverné par une junte militaro-civile.

La répression militaire contre le terrorisme du Sentier Lumineux, et plus tard contre le Mouvement révolutionnaire Túpac Amaru, fut excessivement brutale et comparable aux méthodes de guérilla du PCP-SL. Plus la « guerre sale » se développait, plus l'incompétence des militaires et la démission des gouvernements se faisaient sentir dans le pays qui souffrait progressivement dans le désordre politique, la corruption et la crise économique. Le PCP-SL mit à profit ces errements en multipliant la violence de masses, sur le modèle du communisme international dans sa version maoïste. Le recrutement de jeunes déracinés des campagnes et des quartiers misérables des villes s'étendit à l'ensemble du territoire du sud et du centre des Andes, en Amazonie centrale, mais aussi dans les villes de la côte et à Lima. Parallèlement, des milliers d'enfants soldats furent recrutés de force et tués aux combats, quand les jeunes femmes et les fillettes servaient d'esclaves sexuelles. Pour lutter contre la terreur, les paysans formèrent des milices civiles, soutenues par l'État, qui participèrent activement à la défaite du PCP-SL.

Après la chute du dictateur Fujimori, le Parlement péruvien créa une Commission de la Vérité et la Réconciliation (CVR), présidée par le Dr Salomón Lerner (2001-2003). Le Rapport final de la CVR a estimé que le conflit péruvien fit au moins 70 000 morts. En outre, plus de 6 000 Indiens Ashaninka sont morts dans des *camps d'internement senderistes*. Selon la CVR, le PCP-SL fut responsable de 54% des morts, les forces armées de 30% (6% la police), les milices civiles et les groupes paramilitaires de 15% et enfin le MRTA de 1% des victimes. La grande majorité de ces victimes (75%) était issue du milieu rural de la *sierra* du centre-sud. A la fin de la guerre, on comptabilisa près d'un million de personnes déplacées et plus de 15 000 disparus. En septembre 1992, la capture d'Abimael Guzmán, chef historique du Sentier Lumineux, marqua le début du déclin de la guerre civile. Les actions armées se sont poursuivies jusqu'aux années 1998-2000, puis elles se sont concentrées dans une zone de la *selva* centrale, la vallée des fleuves Apurímac, Ene et Mantaro (VRAEM), où elles perdurent jusqu'à nos jours.

Mariella Villasante Cervello, docteur en anthropologie sociale (EHESS), travaille auprès de l'*Instituto de democracia y derechos humanos de la Pontificia Universidad Católica del Perú*. Elle conduit des recherches au Pérou (1978-1983, 2008-2016), en particulier chez les Indiens Ashaninka, et en Mauritanie, depuis 1986. Elle prépare actuellement un ouvrage comparatif sur la violence dans ces deux pays du Sud.

ILLUSTRATION DE COUVERTURE : Enterrement des *ronderos* de Marcas (Acobamba, Huancavelica), tués par Sentier Lumineux le 29 août 1985.
(©Abilio Arroyo, *Yuyanapaq para recordar*, CVR)